



Ambassade de
Grande Bretagne
à Conakry



ETUDE DE L'IMPACT SOCIOECONOMIQUE ET JURIDIQUE DE LA CRISE SANITAIRE DE LA COVID-19 SUR LES COMMUNAUTES MINIERES DE LA PREFECTURE DE BOFFA

Financement : Ambassade de Grande-Bretagne en Guinée

A propos des auteurs et de l'encadrement

Les consultants :

Ibrahima Kalil BAMBA, sociologue

Diplômé de l'université Général Lansana CONTE de Sonfonia Conakry. Il est chercheur junior associé au Laboratoire d'analyse Socio-anthropologique de Guinée (LASAG de l'exploitation). Travaille depuis 10 ans pour l'ONG CECIDE et comme consultant sur les politiques et réformes ESG (Environnement-Social-Gouvernance) dans le domaine de l'exploitation minière, du développement local et la gestion des ressources en eau. Il est détenteur d'une Maîtrise en Sociologie et d'un Master 2 « Acteurs sociaux et Développement local » de l'Université Général Lansana CONTE de Sonfonia Conakry. Il est membre de plusieurs dynamiques et réseaux d'experts régionaux et internationaux.

Saa Pascal TINGUIANO, juriste

Spécialiste sur les ressources minières, foncières et environnementales avec une expérience de plus de 10 ans, il dispose de deux (2) Masters en Droit de l'environnement et en Système de Management Environnemental (SME). Il est également doté d'une solide expérience internationale en particulier dans les pays de l'Afrique de l'Ouest. Il est enseignant-chercheur et coordonne plusieurs réseaux sur la gouvernance minière et environnementale en Afrique de l'Ouest.

Le coordinateur de l'étude :

Golota Raphael LAMAH, spécialiste en développement communautaire et journaliste

Diplômé de l'Institut Supérieur Agronomique et Vétérinaire Valérie Giscard d'Estaing de Faranah, département Economie Rurale, il bénéficie de plusieurs formations en communication et journalisme et est pendant près de 10 ans comme le spécialiste des questions de ressources naturelles (notamment les mines et l'environnement) et leurs conséquences sur les communautés et l'environnement.

Il est aussi et surtout membre Fondateur et Directeur exécutif de l'ONG Médias ressources naturelles et droits des communautés (MERCOSOM GUINEE) qui travaille sur la gestion durable des ressources naturelles, la gouvernance des redevances minières, le contenu local et les droits des communautés.

Il est surtout impliqué dans un collectif de la société civile guinéenne pour la réforme juridique relative au processus de compensation, d'indemnisation et de réinstallations des communautés impactées par les projets de développement.

Clause de non-responsabilité

Les données, avis et conclusions présentés dans ce rapport représentent uniquement le point de vue de leurs auteurs. Ils n'engagent en rien, ni ne représentent les points de vue, opinions ou valeurs de MERCOM Guinée ou de l'Ambassade de Grande Bretagne en Guinée.

SIGLES ET ABREVIATIONS

Action Mines	ONG
ALUFER	ALUFER Mining Limited société d'exploitation de Bauxite
ANIES	Agence Nationale d'Inclusion Économique et Sociale
ANSS	Agence Nationale de Sécurité Sanitaire
BM	Banque Mondiale
CR	Commune Rurale
COVID-19	Maladie de coronavirus 2019
FMI	Fonds Monétaire International
FNDL	Fonds National de Développement Local
FODEL	Fonds de Développement Économique Local
GIE	Groupement d'Intérêt Économique
INS	Institut National de la Statistique
MA	Ministère de l'Agriculture
MATD	Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation
MMG	Ministère des Mines et de la Géologie
MSPMS	Mesures de Santé Publique et Mesures Sociales
MERCOM Guinée	Médias Ressources Naturelles et Droits des Communautés
MPCI	Ministère du Plan et de la Coopération Internationale
MS	Ministère de la Santé
MVE	Maladie à Virus Ebola
OCDE	Organisation pour la Coopération et le Développement Économique
OIT	Organisation Internationale du Travail
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PNDES	Plan National de Développement Économique et Social
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
RFI	Radio France Internationale
RGPH	Recensement Général de Population et Habitat
RSE	Responsabilité Sociale des Entreprises
SNU	Système des Nations Unies
SIDA	Syndrome de l'immunodéficience Acquis
TDR	Termes de Référence
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance

Table des matières

SIGLES ET ABBREVIATIONS.....	2
LISTE DES FIGURES ET TABLEAUX	5
RESUME EXECUTIF	6
INTRODUCTION.....	8
I. PRESENTATION DE L'ETUDE	9
1.1 CONTEXTE ET JUSTIFICATION.....	9
1.2 OBJECTIFS.....	11
1.3 PORTEE ET COUVERTURE SPATIALE DE L'ETUDE	11
II. DEMARCHE METHODOLOGIQUE.....	11
1.4 REVUE DOCUMENTAIRE.....	12
1.5 ENTRETIENS INDIVIDUELS.....	12
1.6 OUTIL DE COLLECTE	12
1.7 COLLECTE DES DONNEES	12
1.8 TRAITEMENT ET ANALYSE DES DONNEES	12
1.9 CONSIDERATIONS ETHIQUES	12
1.10 LIMITES DE L'ETUDE.....	13
III. EFFETS DES MESURES JURIDIQUES COVID-2019 SUR LES ACTIVITES SOCIO-ECONOMIQUES DES COMMUNAUTES MINIERES DE BOFFA.	13
IV. REVUE DOCUMENTAIRE.....	18
V. ANALYSE DES RESULTATS DE L'ENQUETE DE TERRAIN.....	23
1.1 Profil sociodémographique des enquêtés et répartition zonale de l'enquête.....	23
1.2 Types d'effets subis par les communautés.....	25
EFFETS DE LA PANDEMIE SUR LES DEPENSES.....	26
Niveau d'impact DE LA PANDEMIE SUR LES ENQUETES.....	27
1.1 NIVEAU D'IMPACT DU POINT DE VUE GENRE.....	27
1.2 NIVEAU D'IMPACT SELON LA PROFESSION.....	28
SECTEURS D'ACTIVITES ECONOMIQUES ET MANIFESTATIONS DES EFFETS DU COVID-19	28
1.1 EFFETS DE LA MALADIE DU CORONAVIRUS SUR L'AGRICULTURE	29
1.2 EFFETS DE LA MALADIE DU CORONAVIRUS SUR LE TRANSPORT	30
1.3 EFFETS DE LA MALADIE DU CORONAVIRUS SUR LA PECHE	30
1.4 EFFETS DE LA MALADIE DU CORONAVIRUS SUR LE COMMERCE	31
1.5 EFFETS DE LA MALADIE DU CORONAVIRUS SUR L'ELEVAGE	32
1.6 EFFETS DE LA MALADIE DU CORONAVIRUS SUR LES EMPLOIS.....	33
1.7 ETAT DES ACTIVITES AVANT LA PANDEMIE	34
1.8 ACTIVITES LES PLUS AFFECTEES PAR LES EFFETS DE LA MALADIE DU CORONAVIRUS.....	35
MESURES DE SOUTIEN/ACCOMPAGNEMENT AUX COMMUNAUTES.....	36

ACTIONS ENTREPRISES POUR FAIRE FACE A LA PANDEMIE	37
CONCLUSION.....	38
RECOMMANDATIONS	39
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES.....	41

LISTE DES FIGURES ET TABLEAUX

Liste des figures

Figure 1 : Répartition zonale des enquêtés	23
Figure 2 : Répartition des enquêtés selon le sexe	23
Figure 3 : Répartition des enquêtés selon l'âge.....	24
Figure 4:Repartition des enquêtés selon le niveau d'instruction	24
Figure 5:Repartition des enquêtés selon la profession	25
Figure 6:Types d'effets de la maladie du coronavirus sur les communautés.....	25
Figure 7:Effets de la maladie du coronavirus sur les dépenses.....	26
Figure 8:Niveau d'impact de la maladie du coronavirus sur les enquêtés	27
Figure 9:Effets de la maladie du coronavirus sur l'agriculture	29
Figure 10:Effets de la maladie du coronavirus sur le transport.....	30
Figure 11:Effets de la maladie du coronavirus sur la pêche	31
Figure 12:Effets de la maladie du coronavirus sur le commerce.....	32
Figure 13:Effets de la maladie du coronavirus sur l'élevage	33
Figure 14:Effets de la maladie du coronavirus sur les emplois.....	34
Figure 15:Etat des activités avant la pandémie de covid-19	35
Figure 16:Activités les plus affectées par la maladie du coronavirus	36
Figure 17:Mesures de soutien/Accompagnement bénéficiés	37

Liste des Tableaux

Tableau 1: Niveau d'impact de la maladie du coronavirus du point de vue genre	27
Tableau 2: Niveau d'impact selon la profession	28

RESUME EXECUTIF

La maladie de coronavirus (COVID-19), qualifiée de pandémie depuis le 11 mars par l'OMS a causé des drames humains et des perturbations économiques et sociales considérables à l'échelle mondiale. Selon un rapport d'évaluation de l'économiste en chef du groupe de la Banque Mondiale, la croissance mondiale, la croissance économique en Afrique subsaharienne passera de 2,4% en 2019 à « une fourchette comprise entre -2,1 à -5,1% en 2020 », soit la pire récession dans la région depuis 25 ans ».

La même source fait état d'un certain nombre de prévisions relatives aux impacts de la pandémie de Covid-19 dont les principales qui nous intéressent sont :

- Les pays dépendants fortement des matières premières comme la Guinée seront les plus durement frappés.
- Les impacts négatifs du covid-19 sur les ménages se traduiront par des pertes de bien-être de 7 à 10% selon les scénarios de gravité et de persistance de la maladie.
- Les chaînes d'approvisionnement agroalimentaire locales enregistrent déjà des perturbations, y compris un accès réduit aux intrants et aux services, des mouvements de main-d'œuvre, des blocages au niveau des transports et des routes, ainsi que des difficultés d'accès aux crédits ou aux liquidités.¹

En Guinée, si l'évolution du bilan sanitaire est relativement bien connue grâce au Ministère de la Santé (MS) et que l'évaluation des impacts macroéconomiques et quelques analyses sectorielles sont disponibles, les études de cas reflétant les impacts locaux n'existent quasiment pas. Or, dans un pays où l'incidence de la pauvreté s'élève à 55,2% de la population avec une sévérité prononcée dans certaines zones minières comme la préfecture de Boffa (incidence de la pauvreté de 78,5%)², évaluer les impacts locaux du covid-19 revêt dès lors plusieurs enjeux. Surtout quand on sait que dans un passé récent, la maladie à virus Ebola (MVE) avait été l'un des facteurs qui a fait chuter le taux de croissance annuel moyen de l'économie guinéenne de 3,9% entre 2012 et 2013 à 1,1% en 2014 puis 0,1% en 2015.³

Ces prévisions qui interpellent, traduisant bien les faits observés en Guinée et plus particulièrement dans la préfecture de Boffa, concourent à dire que les effets du covid-19 vont exacerber les fragilités socioéconomiques des pays et aggraver la pauvreté. C'est pourquoi, l'ONG MERCOM Guinée, soucieuse de promouvoir les droits et le bien-être des communautés minières dans un environnement stable, a décidé d'initier cette étude, sans doute pionnière.

Elle a pour objectifs entre autres :

- D'évaluer les effets socioéconomiques de la crise sanitaire COVID-19 sur les communautés minières de Boffa (Zone de ALUFER) avec un accent particulier sur les secteurs économiques locaux et les emplois déjà affectés ou susceptibles d'être touchés par la crise ;
- De faire une analyse des mesures juridiques et démontrer leurs effets sur les activités socio-économiques de la crise sanitaire COVID-19 sur les communautés minières de Boffa (Zone de ALUFER) ;

¹ Évaluation de l'impact économique du covid-19 et des réponses politiques en Afrique subsaharienne, (Africa's Pulse), BM, 2020

² Analyse des données du RGPH3, Thème : Analyse de la pauvreté, INS, 2017

³ PNDES, 2016-2020

- De présenter un état des lieux du monde des activités socioéconomiques avant et pendant la crise sanitaire avec un accent particulier sur les communautés de la Zone d'ALUFER ;
- D'analyser les effets de la crise sanitaire sur les activités des femmes, des jeunes et de toutes les couches socioprofessionnelles des communautés visées.

Conformément aux Termes de Référence (TDR), le présent rapport se structure en cinq (5) grandes parties à savoir : la présentation de l'étude, la démarche méthodologique, la revue documentaire, l'analyse des effets des mesures juridiques prises dans le cadre de la riposte contre le covid-19 sur les activités socioéconomiques des communautés minières de Boffa et l'analyse des résultats de l'enquête de terrain sur les effets socioéconomiques du covid-19 sur les communautés minières de Boffa.

Globalement l'étude confirme les tendances et les prévisions générales des institutions financières ou sectorielles sur les impacts du covid-19 comme exposées ci-haut.

Les principaux résultats révèlent tout d'abord que les femmes représentent la couche de la population la plus touchée par les effets du covid-19 dans la zone d'étude.

En outre, du point de vue des secteurs d'activité, les données ont montré que le transport est non l'activité la plus affectée, suivi de l'agriculture mais aussi celui qui représente le principal poste de dépense dans les ménages, suivi des besoins alimentaires.

Du point de vue de l'emploi, les travailleurs seniors sont les plus touchés par les effets du covid-19. Toutes catégories confondues, la population enquêtée estime très majoritairement avoir ressenti « sévèrement » les effets de l'épidémie du coronavirus du point de vue impact. Du point de vue de l'analyse juridique des effets des mesures de riposte contre le covid-19, l'étude démontre qu'elles ont eu des impacts relativement négatifs, et modérément selon les zones sur les activités socioéconomiques des communautés.

Un autre enseignement majeur de l'étude est que les impacts cumulatifs de l'exploitation minière dans la zone, représentent un facteur aggravant des effets de l'épidémie de coronavirus sur les populations qui estiment n'avoir pas encore reçu d'accompagnements significatifs.

Pour favoriser une résilience économique des communautés minières de Boffa, nécessaire à la stabilité de la zone et pour éviter des menaces d'appauvrissement, d'insécurité alimentaire, une batterie de mesures faisant l'objet de recommandations doivent être mises en place par MERCOS Guinée, ses partenaires ainsi que l'Etat et les PTF.

Pour parvenir à ces résultats, une combinaison des méthodologies qualitatives et quantitatives a été jugée nécessaire. Un questionnaire et un guide d'entretien ont servi d'outils de collecte respectivement pour les données quantitatives et qualitatives.

Ces données primaires ont été complétées par celles issues de la revue documentaire. Quant à l'échantillonnage, l'approche probabiliste simple (aléatoire) qui a été privilégiée tandis que les données quantitatives ont subi l'analyse uni-variée pour un certain type d'aspects et l'analyse bi-variée pour d'autres. Les données qualitatives ont été traitées selon la technique d'analyse de contenu.

INTRODUCTION

Apparue le 31 décembre 2019 à Wuhan en Chine, la maladie de coronavirus est devenue depuis, une pandémie⁴, donc touchant le monde entier. Le bilan épidémiologique indique à ce jour plus de 57 millions de personnes contaminées et 1,3 millions de décès dans le monde. L'Afrique quant à elle, en dépit des scénarios catastrophiques qu'on lui prédisait, compte environ 2 millions de personnes contaminées. (Source : Ecdc.Europa.eu / Ined.fr, 2020)

La République de Guinée qui a enregistré son premier cas de coronavirus le 12 mars 2020, est touchée par de nombreux effets de la pandémie.

En effet, la crise sanitaire, au-delà des pertes humaines, a engendré des bouleversements sans précédent aux plans économique, social, sécuritaire, etc. La baisse de la croissance économique de la Guinée (prévue pour passer de 6% à environ 2% selon le FMI), les pertes d'emplois, la réduction de la mobilité donc des échanges commerciaux, l'inflation des prix des denrées de première nécessité, l'apparition dans les budgets familiaux de nouvelles dépenses sanitaires (achat de bavettes, de gels hydro-alcooliques, etc.), la perturbation du calendrier scolaire, sont quelques-uns des effets sociaux et économiques engendrés par la crise sanitaire de coronavirus. C'est pourquoi, la Banque mondiale prévient que les moyens de subsistance des personnes vulnérables qui travaillent très souvent dans le secteur informel et dans les petites et moyennes entreprises risquent d'être sérieusement compromis. (Banque Mondiale, Guinea / Country Overview, 2020)

Les communautés minières en général, et celles de Boffa en particulier n'ont pas échappé à cette situation. Le gouvernement guinéen, suivant les orientations d'ajustement des mesures de santé publique et des mesures sociales dans le cadre de la pandémie de COVID 19 de l'OMS (MSPMS) a certes pris de nombreuses mesures drastiques pour contenir la propagation de la maladie et maintenir l'économie à flots, mais les résultats de l'enquête de terrain révèlent, qu'en plus du contexte existant marqué par les impacts cumulatifs de l'exploitation minière, les communautés minières de Boffa ont connu des pertes ou des restrictions d'emplois non qualifiés relativement importants, des difficultés liées à la l'agriculture, des difficultés d'approvisionnement, des hausses de prix des denrées de première nécessité, des baisses de revenus et surtout des difficultés d'alimentation et de transport, etc.

Sachant que les effets susmentionnés viennent exacerber une pauvreté importante dans la zone, fragiliser les budgets locaux du fait de la baisse possible des revenus miniers pour le développement local, l'on peut dès lors se poser ces questions :

- *Quels sont les effets socioéconomiques du coronavirus sur les communautés minières de Boffa ?*
- *Quels effets la pandémie du coronavirus a-t-elle eus sur les activités socioéconomiques ?*
- *Quels sont les secteurs d'activités économiques les plus affectés ?*
- *Comment ces effets se manifestent-ils particulièrement sur les femmes et les jeunes ?*
- *Comment peut-on analyser les effets des mesures juridiques de prévention et de riposte contre la maladie sur les populations locales à différents niveaux ?*
- *Quelles alternatives de résilience économique pour ces communautés ?*

C'est pour essayer de comprendre les réalités au-delà de toutes ces interrogations que MERCOS Guinée, avec l'appui de l'ambassade de Grande Bretagne en Guinée a initié cette étude.

⁴ Déclaration de l'OMS du 11 mars 2020

Globalement, les résultats de l'enquête de terrain ont conforté l'hypothèse et la tendance générale des prévisions et analyses des institutions multilatérales et financières internationales. Comme ces dernières, l'étude a révélé que non seulement la crise sanitaire liée au coronavirus a des effets néfastes sur les activités économiques mais aussi dans un contexte minier, les mesures juridiques de riposte contre le covid-19 ont renforcé les effets socioéconomiques de la maladie dans les communautés minières de Boffa.

I. PRESENTATION DE L'ETUDE

1.1 CONTEXTE ET JUSTIFICATION

La République de Guinée, à l'instar de nombreux pays du monde est confrontée à la pandémie de covid-19. Le pays a déclaré son premier cas de maladie le 12 mars 2020. Depuis, le nombre de cas positifs, de cas contacts, a connu un accroissement fulgurant dans un premier temps.

En effet, un mois après le début de la pandémie, la Guinée comptait déjà 319 cas. Deux mois après, le nombre de personnes testées positives au covid-19 culminait à 2298 et 11 décès, soit une augmentation de 700% entre le 12 avril et le 12 mai 2020.⁵

Après l'atteinte d'un nouveau pic du nombre de personnes atteintes dû à une autre vague aux mois de juillet et août, la déclaration de l'état d'urgence sanitaire et les mesures de lutte contre la pandémie, qui s'en sont suivies ont permis de stabiliser ces chiffres.

Actuellement, la tendance est plutôt à la hausse encourageante du nombre de personnes guéries et au contrôle de la chaîne de nouvelles contaminations. A ce jour, la Guinée compte 10901 cas pour 10232 guérisons et 68 décès⁶.

Ces informations confirmant l'amorce de la décrue du covid-19 en Guinée sont confortées par l'Agence Nationale de Sécurité Sanitaire (ANSS). Le Directeur Général de cette agence, s'exprimant fin septembre sur cette tendance baissière affirmait que « le taux de positivité que la Guinée a commencé à 50%, est désormais autour de 4 à 5% ». Il ajoutait même que le pays est « en train d'amorcer la ligne droite vers le seuil de contrôle qui se situe aux alentours de moins de 2%.

Pourtant, malgré ces statistiques encourageantes, il est intéressant de voir plus loin. Car, si les différentes mesures sanitaires, sécuritaires et juridiques de prévention ont pu permettre d'arriver au seuil actuel, il ne faut pas perdre de vue qu'elles ont eu des incidences notoires sur le plan social et économique au sein des populations guinéennes, en raison du poids considérable de ces mesures et de la difficulté de leur application par une population majoritairement pauvre.

A ce titre, deux constats émergent pour analyser le contexte guinéen. Le premier est que le covid-19, au-delà de l'impact sanitaire a déstabilisé les indicateurs d'une économie nationale dépendant des matières premières qui importe largement les produits de large consommation.

Le second est que la pandémie actuelle, comme un révélateur, a exposé au grand jour les fragilités du système sanitaire guinéen (déjà mis à l'épreuve par la dernière maladie à virus Ebola), et accru le niveau de précarité d'une frange importante de la population guinéenne.

⁵ Covid-19 : comprendre l'évolution de l'épidémie en Guinée, <https://www.guinee.360.com>, juin 2020

⁶ Ce sont les chiffres obtenus au moment de la réalisation de l'étude.

Ces constats observables dans tout le pays, le sont davantage dans les zones minières. En effet, les communautés minières déjà confrontées aux impacts cumulatifs de l'exploitation minière ont vu les pertes d'emploi temporaires ou prolongées, la difficulté d'accès aux biens de consommation de première nécessité, la hausse du transport et par ricochet des prix des marchandises, la limitation des déplacements, la perturbation des secteurs économiques comme l'agriculture, la pêche, le transport, le commerce, etc.

Une étude récente du Système des Nations Unies (SNU) en Guinée⁷, abonde dans le même sens et indique qu' « *il est attendu que la crise du Covid-19 et les mesures de restriction à la mobilité humaine (mesures de confinement partielles et les restrictions liées aux déplacements infrarégionaux) impactent fortement l'accès des ménages aux services sociaux essentiels et aux activités génératrices de revenu.* »

Plus loin, elle mentionne que : « cette crise exacerbe les inégalités sociales et remet en cause le droit à la protection sociale... »

Dans le sillage des prévisions négatives, la même étude rapporte que selon les estimations de la Banque Mondiale, la baisse du bien-être des ménages pourrait se situer entre 7 et 10% par rapport à la situation observée avant la crise. Cela pourrait avoir pour conséquence d'augmenter le nombre de personnes entrant dans la pauvreté ou se situant juste au-dessus du seuil de pauvreté.⁸

L'ONG MERCOM Guinée, avec l'appui financier de l'Ambassade de Grande Bretagne en Guinée, a par le passé réalisé à Boffa plusieurs activités pour l'autonomisation des communautés paysannes. Parmi ses nombreuses réalisations, on peut noter la promotion du contenu local dans la zone de Boffa (zone du projet minier ALUFER). Spécifiquement, l'action de MERCOM Guinée a commencé par l'initiation, la formation des groupements d'intérêt économique (GIE) sur le concept du contenu local et l'entrepreneuriat agricole notamment. A cela s'ajoute une série de formation en gestion administrative, financière et la formalisation des groupements d'intérêt économique des communautés riveraines du projet ALUFER à Boffa. MERCOM Guinée a également fourni un accompagnement pour la participation des communautés à la gouvernance de leur localité et au suivi sur la responsabilité sociale des entreprises (RSE).

Avec le covid-19, ces acquis de promotion et de renforcement des activités socioéconomiques pour l'autonomisation des communautés locales se trouvent menacés.

En outre, la pandémie risque d'accentuer l'état de pauvreté des communautés locales déjà durement touchées par la pauvreté. Les données officielles indiquent que la population de Boffa (cadre de l'étude) concentre 40,2% de ménages les plus pauvres et vulnérables.⁹

C'est cette double urgence qui a conduit MERCOM Guinée à initier cette étude en vue d'évaluer et de comprendre les effets socioéconomiques du covid-19 sur les communautés minières de Boffa, notamment celles de la zone du projet ALUFER. Accessoirement, il s'agit également de dresser un aperçu comparatif des activités socioéconomiques avant et pendant cette crise sanitaire, pour en comprendre les ressorts et ressortir les tendances au niveau des effets et identifier des besoins d'accompagnement des populations des zones cibles.

⁷ Analyse préliminaire multisectorielle de l'impact du covid-19 en Guinée, Avril 2020

⁸ Idem

⁹ RGPH, 2014

1.2 OBJECTIFS

Les objectifs de l'étude sont entre autres de :

- ❖ Faire l'état des lieux et évaluer les effets socio-économiques de la crise sanitaire COVID-19 sur les communautés minières de Boffa (Zone d'ALUFER) avec un accent particulier sur les secteurs économiques locaux et les emplois déjà affectés ou susceptibles d'être touchés par la crise ;
- ❖ Faire une analyse des mesures juridiques et démontrer leurs effets sur les activités socio-économiques de la crise sanitaire COVID-19 sur les communautés minières de Boffa (Zone d'ALUFER) ;
- ❖ Présenter un état des lieux du monde des activités socioéconomiques avant et pendant la crise sanitaire avec un accent particulier sur les communautés de la Zone d'ALUFER ;
- ❖ Analyser les effets de la crise sanitaire sur les activités des femmes, des jeunes et de toutes les couches socioprofessionnelles des communautés visées.

1.3 PORTEE ET COUVERTURE SPATIALE DE L'ETUDE

Cette étude concerne la préfecture de Boffa, notamment les communautés riveraines du projet minier d'ALUFER. Concrètement, l'étude a été réalisée dans neuf (9) localités qui comprennent des sous-préfectures, des communes rurales (CR) et des districts. Il s'agit de : Douprou, Tognifily, Mankountan, Khoundindé, Moriagbé, Koumbaya, Balandougou, Gbérébouin et Dakhagbé.

II. DEMARCHE METHODOLOGIQUE

Cette étude a utilisé une combinaison des méthodologies quantitative et qualitative. Elle a privilégié l'approche quantitative pour la collecte d'informations primaires relatives à l'analyse des effets socioéconomiques du covid-19 sur les communautés minières de Boffa.

L'approche quantitative a notamment permis de mesurer les types d'impact, le niveau d'impact de la pandémie, et leur fréquence chez les femmes et sur certains secteurs d'activité. L'enquête par questionnaire à travers les smartphones a été l'outil de collecte à travers l'application Kobo collect tandis que Kobo Excel Analyser a été privilégié pour le traitement et l'analyse des données.

L'approche qualitative a permis dans un premier temps, de collecter des informations secondaires à travers les rapports d'études, les rapports d'exécution de projets de développement dans la zone de l'étude et autres documents officiels disponibles sur les caractéristiques sociales, économiques de la population de Boffa.

Dans un second temps, elle a été utilisée pour la collecte, l'analyse et le traitement des informations dans le cadre de l'analyse des effets des mesures juridiques prises pour la riposte contre le covid-19 sur les conditions de vie des communautés minières de Boffa. Cela a nécessité l'élaboration d'un guide d'entretien individuel comme outil de collecte. Les données ont ensuite été analysées et traitées selon la méthode d'analyse de contenu.

Sur le plan de l'échantillonnage, l'étude a fait recours à l'échantillonnage probabiliste (c'est-à-dire aléatoire simple). Le choix de cette approche s'explique par le souci de prendre en compte la représentativité des répondants sur l'ensemble de la zone d'étude.

1.4 REVUE DOCUMENTAIRE

La première approche privilégiée pour aborder la crise sanitaire de coronavirus dans le cadre de cette étude a été la revue documentaire. Elle a consisté à exploiter les rapports, analyses, articles de presse disponibles, notamment sur internet sur le covid-19 et ses impacts sectoriels. Cette revue documentaire a permis dans un premier temps d'acquérir certaines données secondaires, de ressortir les tendances générales des impacts de la pandémie aux niveaux mondial, africain et national. Dans un second temps, elle a permis d'identifier les particularités de la présente étude avec celles disponibles sur le sujet en termes d'échelle, d'espace, de secteurs d'activité et d'acteurs considérés.

1.5 ENTRETIENS INDIVIDUELS

Le questionnaire individuel a été l'outil principal de collecte des informations relatives à l'analyse des effets socioéconomiques.

Des entretiens individuels ont également été réalisés dans le cadre de la collecte d'information pour l'analyse des effets des mesures juridiques de riposte contre le covid-19.

1.6 OUTIL DE COLLECTE

C'est un questionnaire commun à toutes les catégories d'enquêtés qui a servi d'outil de collecte d'informations pour l'analyse des effets socioéconomiques. Ce questionnaire a été élaboré sous forme de formulaire Kobo Collect avec des questions fermées pour une collecte par smartphone. Cette approche connue pour sa facilité de centralisation des données collectées et de leur traitement primaire convenait au timing imparti à l'étude, d'où son choix. L'outil de collecte a été validé, testé et corrigé avant le déploiement des enquêteurs sur le terrain. Les objectifs de la recherche et la nature des questions requises est un autre motif de choix du questionnaire.

Un guide d'entretien a permis de collecter les informations pour l'analyse des effets des mesures juridiques de riposte contre le covid-19.

1.7 COLLECTE DES DONNEES

La collecte des données s'est déroulée du **15 septembre au 10 octobre 2020**.

Elle a mobilisé des enquêteurs composés des membres de l'ONG MERCOM Guinée et de ses points focaux de Boffa préalablement formés sur les outils de collecte.

1.8 TRAITEMENT ET ANALYSE DES DONNEES

A l'aide de l'application Kobo Collect et de sa plateforme Kobo Toolbox, les questionnaires administrés étaient directement reçus dans le serveur dédié à l'étude. Les données étaient logées dans des tableaux Excel pour être ensuite analysés grâce à Excel Data Analyser. Cet outil a permis de faire un tri à plat dans un premier temps. Dans un second temps, il a permis de générer des graphiques qui ont servi à l'analyse uni-variée et des tableaux croisés qui ont été utiles pour l'analyse bi-variée pour certains paramètres.

1.9 CONSIDERATIONS ETHIQUES

Durant tout le processus, plusieurs principes d'éthiques ont été observés. Ce sont :

- Le respect des personnes enquêtées

- L'obtention du consentement des enquêtées avant l'administration des questionnaires et du guide d'entretien individuel
- Le respect de l'intégrité de leur identité et de leurs réponses dans l'analyse, le traitement des données et leur publication, en les gardant confidentielles
- L'utilisation des données aux fins uniques de l'étude

1.10 LIMITES DE L'ETUDE

La première limite de cette étude est qu'elle ne porte que sur une zone d'étude limitée (la préfecture de Boffa). Dans cette zone, elle ne porte que sur les communautés riveraines du projet ALUFER. Si certains aspects de l'étude peuvent recouper avec les réalités de certaines communautés minières, il n'en est pas de même pour la plupart.

La seconde limite concerne les restrictions relatives à l'impossibilité de regrouper les répondants en focus group qui s'imposait. Cela aurait permis de faire émerger des tendances intéressantes sur les perceptions de la population cible sur la pandémie, ses effets, ses manifestations sur leurs conditions de vie et leurs activités.

III. EFFETS DES MESURES JURIDIQUES COVID2019 SUR LES ACTIVITES SOCIO-ECONOMIQUES DES COMMUNAUTES MINIERES DE BOFFA.

Comme la quasi-totalité des pays du monde, la République de Guinée a été frappée par la pandémie de coronavirus. A cet égard, le gouvernement n'a pas tardé à prendre des mesures pour contrer la propagation de la maladie sur le territoire guinéen.

Plusieurs mesures juridiques touchant la restriction des libertés, le social et l'économique ont alors été prises. Ce qui a entraîné une augmentation considérable de dispositions législatives et réglementaires en urgence en vue de lutter contre la pandémie et l'endiguer.

Comme en temps de paix, la législation est incontournable dans le cadre de l'état d'urgence. Elle permet de prendre des décisions idoines pour assurer la santé et le bien-être des individus ainsi que des communautés pendant la période de pandémie. Dans ce sens, l'administrateur du PNUD, Achim Steiner affirmait ceci : « les lois et les politiques fondées sur la science, les données factuelles et les droits humains peuvent permettre aux gens d'accéder aux services de santé, de se protéger contre la COVID-19 et de vivre à l'abri de la stigmatisation, de la discrimination et de la violence »¹⁰. Cependant, ces dispositions peuvent se révéler néfastes si elles ne tiennent pas compte des avis scientifiques, de l'intérêt général et des règles internationales en matière de droits humains. Par exemple, si elles sont mal élaborées ou appliquées ou encore sont inadaptées, les lois peuvent nuire aux populations marginalisées, renforcer la stigmatisation et la discrimination et entraver les efforts visant à mettre fin à la pandémie¹¹.

Pour le cas de la Guinée en général et de la préfecture de Boffa en particulier, en dépit de quelques mesures d'accompagnement, ces dispositions juridiques ont eu des impacts négatifs sur le

¹⁰ <https://www.who.int/fr/news/item/22-07-2020-new-covid-19-law-lab-to-provide-vital-legal-information-and-support-for-the-global-covid-19-response> consulté le 29/10/2020.

¹¹ <https://www.who.int/fr/news/item/22-07-2020-new-covid-19-law-lab-to-provide-vital-legal-information-and-support-for-the-global-covid-19-response> consulté le 29/10/2020.

déroulement des activités socio-économiques. Par exemple, le tourisme, l'agriculture, les transports, la pêche... ont été sérieusement perturbés¹².

Afin de faciliter la compréhension de l'examen des mesures juridiques conçues et appliquées pendant le covid-19, nous aborderons dans un premier temps, la chronologie des mesures prises par le gouvernement ; ensuite, nous analyserons ces mesures tant dans leur élaboration et que dans leur application selon certains critères prédéfinis¹³; et enfin, il sera question de mettre en avant leurs effets sur les activités socio-économiques de la zone minière de Boffa.

A. Panorama des mesures juridiques prises dans le cadre de la lutte contre la Pandémie de Covid-19 en Guinée

Dans le cadre de la lutte contre le covid-19, plusieurs dispositions juridiques ont été prises. Elles l'ont été dès le 13 mars 2020 par le suivi automatique des voyageurs en provenance de pays à haut risque où la transmission est locale, la confiscation de leurs passeports durant une période de quatorze jours et l'interdiction dans la capitale Conakry des rassemblements de plus de 100 personnes.

Elles se sont poursuivies avec l'annonce de l'état d'urgence par le Chef de l'Etat le 27 mars 2020. Celui-ci (état d'urgence) a été renforcé par le décret du 30 mars 2020 sur les restrictions de déplacements et de rassemblements (20 personnes) et la fermeture des écoles, des universités, des lieux de culte, des lieux de loisirs et des marchés.

Le 02 avril 2020 sur recommandation des experts, le Chef de l'Etat maintient l'état d'urgence dans le grand Conakry (Conakry, Dubréka et Coyah) mais libère le reste du pays.

Les mesures prises peuvent être catégorisées comme suit :

- 1) **Restrictions des déplacements** : il s'agit des mesures liées à l'instauration du couvre-feu, de la fermeture des frontières terrestres et aériennes, des interdictions de voyages interurbains et la limitation du nombre de convoyeurs dans le cadre du transport de marchandises. A cela, il faut ajouter la limitation à 3 passagers par voiture, 1 par moto et 7 à 10 par minibus dans les transports en commun de la ville de Conakry.
- 2) **Restrictions des rassemblements** : elles regroupent la limitation à 20, le nombre maximum de participants aux ateliers et formations réalisées à l'intérieur.
- 3) **Fermeture des lieux de loisir et des marchés** : elles ont concerné la fermeture des lieux de loisirs (bars, salles de jeux, de spectacle, de cinéma et autres lieux de rassemblement), les lieux de cultes et les marchés à certaines périodes. L'interdiction des compétitions sportives et autres évènements culturels est aussi à souligner.
- 4) **Mesures de protection individuelle et de distanciation** : A ce niveau, la déclaration de l'état d'urgence s'est traduite par des mesures de port obligatoire des masques et celles liées à la distanciation sociale et à l'installation de kits de lavage des mains dans les lieux publics et privés.

¹² Toutefois, certaines mesures juridiques prises par le gouvernement telles que le report d'avril à juin 2020 inclus de l'ensemble des charges fiscales et sociales des entreprises du secteur du tourisme et de l'hôtellerie, y compris les contributions de sécurité sociale, ont compensé permis de réduire certains impacts négatifs. Même chose pour le report d'avril à juin 2020 inclus des factures d'eau et d'électricité des entreprises de tourisme (Voir le plan de riposte économique à la crise sanitaire du COVID19 du Gouvernement guinéen. Mais, au vu du taux élevé d'informalité dans la zone minière de Boké, les entrepreneurs ont-ils bénéficié de ces avantages ?

¹³ Principes de Syracuse

- 5) **Mesures d'ordre général** : elles sont liées à la responsabilisation des structures étatiques devant veiller à l'application des différentes mesures juridiques. Il s'agit du rôle des institutions républicaines, des départements ministériels, des administrateurs territoriaux et des élus locaux. Cette responsabilisation touche également la compétence territoriale. En effet, l'adresse à la nation du 27 mars 2020, précise que « dans chaque localité, les autorités administratives compétentes et les forces de l'ordre sont invitées à faire appliquer de manière rigoureuse les mesures édictées ». Par exemple, le ministère de la sécurité et de la protection civile a fixé l'amende pour le non port de masque à 30.000 GNF avant de l'augmenter à 50.000 GNF.

B. Analyse des mesures juridiques prises dans le cadre de la lutte contre la Pandémie de Covid19 dans les zones minières de Boffa.

L'analyse des mesures juridiques prises et mises en œuvre en Guinée en général et dans la préfecture de Boffa dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 en particulier, révèle une importance capitale. Elle permet de comprendre d'une part que si ces mesures ont pris en compte certains critères comme l'intérêt général, l'équité, et d'autre part comment elles ont été appliquées par les autorités compétentes, notamment dans les zones minières de Boffa.

Pour faire cette analyse, nous allons utiliser les Principes de Syracuse, adoptés par le Conseil économique et social des Nations Unies en 1984, et les observations générales du Comité des droits de l'homme des Nations Unies sur les états d'urgence et la liberté de circulation. Ces principes orientent les décisions des gouvernements à chaque fois qu'elles souhaitent restreindre les droits humains et autres avantages pour des raisons de santé publique ou d'urgence nationale. Selon ces principes, « toute mesure prise pour protéger la population qui restreint les droits et libertés des personnes doit être prévue par la loi, nécessaire et proportionnée. Les états d'urgence doivent être limités dans le temps et toute restriction des droits doit tenir compte de l'impact disproportionné de cette dernière sur des populations spécifiques ou des groupes marginalisés ».

1) Mesures juridiques et intérêt général

Le droit nous apprend qu'une norme juridique doit être générale et impersonnelle. En d'autres termes, elle doit être la même pour tout le monde et ne pas viser nommément des personnes physiques ou morales. Tandis que la notion d'intérêt général renvoie à l'intérêt commun tout en excluant toute volonté d'assouvir les intérêts privés de ceux qui prennent ou qui sont censés prendre les décisions.

En partant de ces deux postulats, il ressort que les mesures prises par le gouvernement guinéen ont été générales et impersonnelles. Elles ont concerné tous les Guinéens et les étrangers vivant sur le territoire national. Aucune personne n'était particulièrement visée, il s'est agi d'une décision à caractère générale.

Sur la question de l'intérêt général, des doutes subsistent. En effet, même si la prise des mesures juridiques a été salutaire dans le ralentissement de la propagation du virus, certains spécialistes pensent que la déclaration de l'état d'urgence a été faite tardivement. Beaucoup pensent que le gouvernement a attendu la fin du double scrutin législatif et référendaire contesté par l'opposition avant de la déclarer. L'élection est donc passée comme prioritaire devant la santé des populations guinéennes.

2) Mesures juridiques et nécessité de santé publique

La prise des mesures a été motivée au départ par la nécessité de santé publique. Mais, au fur et à mesure de l'évolution de la situation, il a été constaté que le pouvoir maintenait l'état d'urgence par des prorogations successives pour éviter les manifestations de l'opposition contre le 3^{ème} mandat du Président de République. Au moment où on interdisait les manifestations de l'opposition, certains partisans du pouvoir enfreignaient les mesures d'état d'urgence notamment celles liées au rassemblement de plus de 100 personnes à Conakry.

3) Mesures juridiques et avis scientifique

La mise en place du conseil scientifique a fait du bien au gouvernement. Les mesures comme le port du masque ou la limitation du nombre de passagers dans les véhicules de transport en commun ont été prises après avis du conseil scientifique.

4) Mesures juridiques et dignité humaine

Les mesures juridiques du gouvernement ont été prises pour assurer le bien-être et la santé des populations. Cependant, dans leur application, certains citoyens ont été victimes d'abus à cause du manque de précisions de certaines mesures. Par exemple, il n'y avait aucune dérogation expresse pour les personnes malades ou des femmes enceintes aux heures du couvre-feu pour leur permettre de se procurer des médicaments ou de se rendre dans les structures sanitaires sans subir des intimidations ou des rackets. Le contrôle de port de masque a donné lieu à de vives altercations entre les services de sécurité et des citoyens. Par exemple, des personnes ont été cueillies à l'image des razzias et conduit à des destinations inconnues et même gardées toute une journée sous surveillance à cause du non-paiement des amendes. Pour assouplir les mesures, le Ministre de la sécurité et de la protection civile avait même déclaré qu'il n'était pas nécessaire d'arrêter une personne sans masque, seule dans sa voiture.

5) Mesures juridiques et délai de mise en œuvre

Sur ce plan, le gouvernement a été très respectueux de la loi. L'état d'urgence sanitaire et ses différentes prorogations ont respecté les délais légaux.

6) Mesures juridiques, équité et pratique antidiscriminatoires

Les mesures juridiques ont été trop générales. Elles n'ont pas pris en compte expressément les questions de genre. Par exemple, la question de la libre circulation des femmes enceintes et des personnes malades pendant les heures du couvre-feu n'a pas été évoquée dans les mesures juridiques. Cependant, le fait de ne pas fermer les marchés a fait assez de bien aux femmes car elles sont les premières bénéficiaires de ces espaces à Conakry et à l'intérieur du pays.

7) Mesures juridiques et compensation

Les mesures juridiques ont intégré de plusieurs formes de compensations pour aider les populations à faire face aux conséquences du Covid19 (augmentation du prix du transport par exemple). Au titre des compensations sociales, nous avons par exemple la gratuité du courant électrique pour une période de trois (3) mois pour les ménages. Sur le plan économique, on note le report d'avril à juin 2020 inclus

de l'ensemble des charges fiscales et sociales des entreprises du secteur du tourisme et de l'hôtellerie, y compris les contributions de sécurité sociale ou encore le report d'avril à juin 2020 inclus des factures d'eau et d'électricité des entreprises de tourisme.

C. Effets des mesures juridiques de la crise sanitaire COVID-19 sur les activités socio-économiques sur les communautés minières de Boffa (Zone d'ALUFER)

Avec une population de 212 000 habitants et une densité de 35 habitants par km²¹⁴, la préfecture de Boffa a aussi été touchée comme toutes les préfectures du pays par les mesures juridiques prises par le gouvernement. Les principales activités ont été frappées de plein fouet par ces mesures de restrictions de libertés.

Pour démontrer l'impact négatif des mesures juridiques sur les activités socio-économiques, l'analyse se fera en fonction des principales activités menées par les populations de Boffa, notamment celles vivant dans les zones minières (zone d'ALUFER).

1) Mesures juridiques et activités minières

La fermeture des frontières et l'interdiction des voyages à l'intérieur du pays ont eu un impact sur les activités socio-économiques des communautés minières de Boffa. On note par exemple l'augmentation des coûts pour les PME sommées de faire respecter les mesures barrières (masques, Kits, distanciation) au sein de leurs entreprises.

2) Mesures juridiques et activités agricoles

Les restrictions des voyages interurbains ont impacté sérieusement l'écoulement des produits agricoles vers les centres de consommation comme Conakry. L'augmentation des coûts de transport de marchandises et la peur des abus des forces de défense et de sécurité dans le cadre de l'application des mesures juridiques de l'état d'urgence (rackets, intimidations,) ont découragé les communautés à expédier leurs récoltes à Conakry. Cela a réduit considérablement leurs revenus. A cela, il faut ajouter les obstacles liés à l'approvisionnement en engrais.

3) Mesures juridiques et pêche

L'impact est surtout lié à l'écoulement des produits halieutiques vers Conakry et le ralentissement des activités à Boffa à cause de la fermeture des bars, des restrictions de voyage et de l'interdiction des compétitions sportives et autres évènements culturels.

4) Mesures juridiques et tourisme local/hôtellerie

La Fermeture des lieux de loisir, les interdictions des voyages ont ralenti l'activité touristique dominée par les clients étrangers et la limitation des ateliers de formation à 20 personnes minimum, a eu des conséquences sur le taux de fréquentation des hôtels. Les bars et les motels qui emploient directement et indirectement ont par exemple été touchés, les charges de loyer ont augmenté et les recettes ont baissé à cause de leur fermeture.

¹⁴ <https://www.actionminesguinee.org/boffa-une-prefecture-aux-multiples-potentialites-et-des-opportunites-en-attente/> consulté le 29/10/2020.

5) Mesures juridiques et élevage

Elles sont liées aux difficultés d'écoulement des produits issus de l'élevage vers les centres de consommation et le ralentissement des activités à Boffa à cause de la fermeture des bars, les restrictions de voyage et l'interdiction des compétitions sportives et autres événements culturels.

6) Mesures juridiques et prestation de services

Les commerces locaux ont connu un ralentissement. A la difficulté de liquider les stocks disponibles, se sont ajoutés les obstacles liés à l'approvisionnement de certains produits.

7) Mesures juridiques et activités sociales

Les cérémonies sociales ont aussi connu une limitation, notamment les cultes, les mariages et autres activités socio-culturelles. Ceci a conduit au chômage plusieurs professionnels comme les coiffeuses.

IV. REVUE DOCUMENTAIRE

L'apparition de la pandémie de covid-19 a donné lieu à un florilège d'articles de presse, d'analyses sectorielles ou multisectorielles sur ses implications diverses.

La littérature existante sur le covid-19 révèle deux observations principales. La première est que les articles de presse, en Guinée, notamment se focalisent sur l'évolution de la maladie, les efforts de lutte et de prévention du gouvernement, des partenaires techniques et financiers (PTF), des ONGs, des entreprises de la place et d'autres organismes.

La seconde observation montre une rareté d'études sectorielles, d'études de cas. Les rares études existantes mettent en exergue les impacts macroéconomiques de la pandémie et les perspectives socio-économiques à court, moyen et long terme. C'est le cas dans une publication de l'OCDE titrée « ***l'Afrique face au covid-19 : implications socio-économiques régionales et priorités politiques*** » paru en mai 2020.

Dans ce rapport, l'OCDE indique qu' :

« Au-delà des risques sanitaires, l'onde de choc du COVID-19 dans les économies africaines se propage en trois vagues : (i) dans l'immédiat, la baisse des échanges avec la Chine et de ses investissements ; (ii) l'effondrement de la demande associé aux mesures de confinement dans les pays de l'Union européenne et de l'OCDE ; et (iii) un choc d'offre à l'échelle du continent affectant le commerce intérieur et intra-africain. Elle ébranle des modèles de croissance axée sur les produits de base qui ont jusqu'à présent largement échoué à créer des emplois plus nombreux et de meilleure qualité, ou à améliorer le bien-être. »

Parmi les articles de presse et autres bulletins d'information, beaucoup ont fait écho du premier cas d'infection. C'est le cas d'un article de Radio France Internationale (RFI) annonçant l'entrée de la pandémie en Guinée dans un article daté du 14 mars 2020¹⁵.

Les premières mesures préventives prises par les autorités ont également été abondamment relayées par la presse nationale et internationale. La précocité de l'instauration de ces mesures étaient jugée

¹⁵ <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20200314-coronavirus-la-guin%C3%A9e-conna%C3%A9t-son-premier-cas>

encourageante et saluée comme une marque de proactivité dans la gestion de la crise par les pays africains par rapport aux pays européens.¹⁶

La mesure relative à la déclaration de l'état d'urgence sanitaire et ses incidences sur le transport, la sécurité alimentaire, les activités agropastorales, les liens sociaux (à travers la limitation des rassemblements de personnes) ont été largement couverts dans la presse¹⁷. En outre, beaucoup de sujets présentent des rapports de situation journaliers ou périodiques et des focus santé sur les symptômes et les mesures barrières.¹⁸

Du point de vue sectoriel, les mesures mises en place dans le secteur de l'éducation, qui a connu la fermeture des classes depuis le 24 mars 2020 en Guinée, ont occupé une place importante dans la presse en ligne notamment.¹⁹

Il s'agit par exemple de l'instauration par le Ministère de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation (MENA) des cours à distance par la radio et la télévision,

Parlant de l'impact du covid-19 sur le secteur de l'éducation sur le plan mondial, l'OIT²⁰ indique dans une note sectorielle que « *des fermetures nationales ont été imposées dans 192 pays, interrompant l'apprentissage pour près de 1,58 milliards d'apprenants (soit 91,4 pour cent de l'ensemble des apprenants inscrits) et incitant presque tous les systèmes éducatifs à déployer des solutions d'apprentissage à distance* »

La maladie à virus Ebola (MVE) qui dans la même publication, l'OIT mentionne que :

« *Ces bouleversements ont également eu une incidence non seulement sur le travail de plus de 63 millions d'enseignants du primaire et du secondaire et d'une grande partie du personnel d'appui à l'enseignement, mais aussi sur le personnel de l'éducation de la petite enfance, le personnel de la formation technique et professionnelle, et les enseignants de l'enseignement supérieur.* »

En outre, cette note sectorielle évoque aussi bien la nécessité de soutenir le secteur et la formation des professionnels dans ce contexte particulier que la santé et la sécurité au travail ainsi que quelques mesures prises par des gouvernements.

Dans cette littérature abondante, les secteurs économiques ont fait également l'objet de nombreuses analyses. C'est le cas du secteur du transport, touché de plein fouet par les mesures restrictives liés à la fermeture de l'aéroport international de Conakry, à la réduction drastique de la mobilité inter urbaine et surtout de l'activité portuaire. L'agence Ecofin publiait par exemple fin juillet, un article où elle indiquait que « la covid-19 a fait perdre près de 7 millions de dollars Us à la Guinée depuis mars, avec une contraction de 14% pour l'activité portuaire et maritime. »

Pour compenser ces pertes, l'Etat guinéen a pris une série de mesures fiscales pour soutenir les opérateurs portuaires et maritimes et en décrétant la gratuité du transport ferroviaire urbain à Conakry ainsi que le transport urbain par bus.

¹⁶ https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/03/16/covid-19-le-tour-d-afrique-des-mesures_6033295_3212.html

¹⁷ <https://www.guineenews.org/urgent-covid-19-en-guinee-un-couvre-feu-instaure-mouvements-des-personnes-de-conakry-vers-linterieur-interdits-decret/>

¹⁸ <https://guinee114.com/coronavirus-la-guinee-enregistre-21-nouveaux-cas/>

¹⁹ <https://www.unicef.org/guinea/recits/covid-19-en-guin%C3%A9-le-minist%C3%A8re-de-l%C3%A9ducation-nationale-sauve-lann%C3%A9e-scolaire>

²⁰ Note sectorielle de l'OIT : Le covid-19 et le secteur de l'Education, Avril 2020

En ce qui concerne le secteur minier, fer de lance de l'économie guinéenne, on peut lire sur le site du ministère guinéen des mines et de la géologie, un article datant du 26 mai 2020 sur les impacts du covid-19 sur le secteur minier²¹.

Cette note porte sur l'évaluation entreprise par le Ministère des Mines et de la Géologie pour entre autres : identifier les principaux risques et les mesures de mitigation. Selon la note, ces risques sont d'ordre commercial, financier, économique, sanitaire, logistique, etc. La réévaluation des prévisions de production et d'exportation de bauxite et d'or, (les principaux maillons pourvoyeurs de recettes de l'Etat) fait partie des aspects évoqués.

La dépêche conclut par une note d'optimisme et de prudence en mentionnant que :

« Même si à date, l'impact de l'épidémie semble être limité sur le secteur, il est important d'observer de la prudence, parce que l'ampleur des impacts de l'épidémie sur les activités minières dépendra de l'ampleur de l'épidémie ainsi que de sa durée dans les pays partenaires commerciaux et financiers du secteur minier guinéen. »

Dans une analyse du secteur minier intitulée « *Guinée : évaluation initiale de l'impact de la pandémie de coronavirus sur le secteur extractif et sur la problématique de la gouvernance des ressources* », l'organisation internationale Natural Resources Governance Institute (NRGI)-Guinée fait remarquer, tout comme l'a fait le Ministère des Mines et de la Géologie, que le secteur minier, en dépit de certaines contraintes logistiques, fiscales et financières, s'en tire globalement à bon compte avec des statistiques de production et d'exportation encourageantes pour le premier trimestre de 2020 notamment.

Cependant, NRGI note que si une conjonction de facteurs n'étaient pas réunis dont entre autres une réaction énergique de relance de l'économie chinoise et de sa demande de minerais, la Chine étant la principale destination de la bauxite guinéenne, elle-même, pourvoyeuse du tiers des recettes d'exportation de la Guinée, et le maintien d'un prix intéressant de l'or sur le marché mondial, l'Etat guinéen perdrait d'importantes ressources. Cette perte, poursuit la note d'analyse, se répercuterait jusque sur les budgets des collectivités locales qui dépendent en grande partie des mécanismes d'appui au développement local issus du secteur minier comme le Fonds de Développement Local (FODEL) et le FNDL.

En outre, cela affecterait la croissance économique de la Guinée que le FMI prévoyait à 5,8% en 2020. Cette prévision, a depuis été revue à la baisse pour chuter à 2,9% pour « tenir compte des impacts qui affecteront sévèrement plusieurs secteurs de l'économie guinéenne. »

Le Premier Ministre de la Guinée, dans son discours d'annonce du plan de riposte économique à la crise sanitaire du Covid-19, prévoit, outre la baisse du taux de croissance annuelle, la déstabilisation des prévisions sur le niveau de l'inflation, « tandis que le déficit budgétaire devrait s'aggraver, en passant de 3,4 à 6% du PIB, face à l'accroissement inévitable des besoins de financement pour apporter une riposte économique à la pandémie. »²²

Dans une approche multisectorielle, le système des Nations-Unies Guinée (SNU, avril 2020), à travers une « *analyse préliminaire multisectorielle des impacts socio-économiques du covid-19 en Guinée* » démontre la connexion entre les impacts à plusieurs niveaux et les implications des mesures de prévention instaurées par les autorités publiques dans la riposte contre la pandémie en termes de

²¹ <https://mines.gov.gn/le-secteur-minier-fac-a-la-pandemie-du-coronavirus/>

²² Discours du Premier Ministre sur le plan de riposte économique contre le covid-19 (<http://gouvernement.gov.gn>)

fragilisation des revenus des ménages, de l'exacerbation des inégalités et de la pauvreté, de l'aggravation de la difficulté d'accès aux soins et à l'alimentation, etc. A cela s'ajoutent les impacts sur la gouvernance, les droits de l'homme (du point de vue des violences basées sur le genre, notamment), la cohésion sociale, la sécurité et la paix.

Pour illustrer cette interconnexion des impacts aux niveaux économique et social, l'étude partant de la baisse de croissance économique susmentionnée, explique dans un premier temps que :

« Cette baisse de la croissance résultera essentiellement de la baisse des exportations, notamment vers la Chine principale partenaire commerciale de la Guinée, de la baisse de la consommation privée due à la baisse des revenus et aux mesures de restriction qui impactent les importations et la production domestique. La baisse attendue de l'investissement privé et celle de l'investissement intérieur brut ainsi que la contraction des ressources fiscales auront un impact significatif sur le déficit budgétaire de l'Etat »

Dans un deuxième temps, l'étude expose les hypothèses sur les impacts potentiels du covid-19 sur plusieurs secteurs socioéconomiques à travers un faisceau d'aspects dont entre autres : l'éducation, la sécurité alimentaire et nutritionnelle, le transport, l'offre et l'accès aux soins de santé, la fragilisation du système de santé.

Ce rapport explique bien les corrélations entre ces différents facteurs dont la conjonction contribue à faire de la crise sanitaire du coronavirus « l'accélérateur de particule » et le « révélateur » qui, non seulement aggrave les fragilités systémiques et structurelles internes à la Guinée, mais aussi les catalyse.

La pandémie de covid-19 a créé de nouvelles demandes de consommation pour préparer les confinements et amortir les effets des restrictions de déplacement. En ce qui concerne le commerce alimentaire par exemple, une note de l'OIT²³ explique que la pandémie de coronavirus ayant perturbé la production, « par conséquent, alors que les commerces alimentaires ont été épargnés par les fermetures administratives, les délais de livraison des denrées alimentaires ont augmenté. Ces problèmes s'accompagnent d'un ralentissement des opérations de transport et de la chaîne d'approvisionnement. »-

Quant au secteur agricole lui-même, l'OIT dans une autre note sectorielle²⁴ affirme au-delà des perturbations de la logistique et de la chaîne d'approvisionnement des produits alimentaires que :

« Les mesures adoptées pour ralentir la pandémie pourraient mettre encore plus à l'épreuve la capacité du secteur à continuer à répondre à la demande, à fournir des revenus et des moyens de subsistance, et à assurer la sécurité et la santé des millions de travailleurs et producteurs agricoles. Des mesures urgentes visant à relever les multiples défis du travail décent auxquels sont confrontés les travailleurs agricoles et à améliorer le fonctionnement du secteur agro-alimentaire sera indispensable pour faire face efficacement aux crises actuelles et futures. »

L'OIT prévient plus loin que « les femmes et les jeunes pourraient en (parlant de la réduction de la qualité et les destructions d'emplois) ressentir plus fortement l'impact, car ils sont particulièrement au

²³ Note sectorielle de l'OIT : Le covid-19 et le commerce alimentaire, juin 2020

²⁴ Note sectorielle de l'OIT : Le COVID-19 et ses répercussions sur l'agriculture et la sécurité alimentaire

bas de la chaîne d’approvisionnement. Les femmes et les jeunes pourraient en ressentir plus fortement l’impact, car ils sont particulièrement vulnérables sur le plan socioéconomique. »

En définitive, c’est cette approche d’analyse multisectorielle et dimensionnelle qui a été privilégiée dans le cadre de notre étude, en ce sens qu’elle offre une perspective d’analyse élargie qui convient mieux à l’explication des impacts du covid-19, qui, au-delà de la crise sanitaire, engendre, amplifie ou catalyse des crises économiques et sociales.

Pour faire face à ces défis complexes et nombreux, le gouvernement guinéen a entrepris des actions de soutien à l’activité économique et à la production agricole notamment.

Ainsi, dans le secteur agricole, le ministère de l’Agriculture (MA) a lancé une « grande offensive » pour lutter contre le covid-19. Cette action qui s’inscrit dans le cadre du projet PDAIG, « vise substantiellement à anticiper sur les ruptures éventuelles des stocks alimentaires du fait de la propagation de la pandémie dans nos zones de production agricole. Ce qui restreindra, à coup sûr, l’accès des populations aux ressources alimentaires suffisantes et nutritives et accentuerait les impacts socioéconomiques de la maladie sur la chaîne de production et de distribution de produits agricoles »²⁵

Cette publication visible sur le portail officiel de la présidence guinéenne précise que la stratégie de la riposte a pour finalité de « ... réduire les risques de désorganisation de la chaîne de production et d’approvisionnement des denrées alimentaires sur le territoire national afin de maintenir active la machine de production et les circuits de distribution et à soulager les ménages pauvres, potentiellement vulnérables »²⁶

Au total, selon la même source, près de 45 000 ménages et 9.000 exploitations agricoles, dans les filières riz et maïs ainsi que 9.000 ménages vulnérables, sont dotés en en kits de production améliorés sont directement concernés.

Plus globalement, le plan de riposte économique à la crise du covid-19 de la Guinée dont le cout global est estimé à 3.000 milliards (trois mille milliards de francs guinéens) concerne plusieurs secteurs d’activités socioéconomiques. Adossé à une trentaine de mesures, il s’articule autour de trois axes à savoir :

- Une composante sanitaire, destinée à contenir et juguler l’épidémie ;
- Une composante sociale, qui a pour but d’atténuer les conséquences de la crise sanitaire pour les ménages, notamment ceux en situation de précarité ;
- et un composant appui au secteur privé, pour mitiger les effets de l’épidémie sur les entreprises, en particulier les secteurs les plus affectés.²⁷

²⁵ <http://presidence.gov.gn>

²⁶ Idem

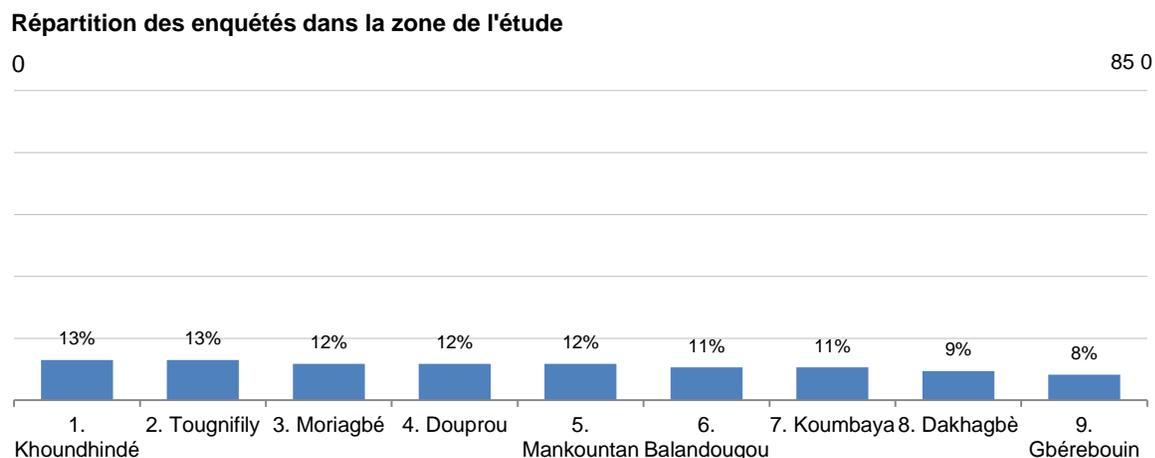
²⁷ <http://gouvernement.gov.gn>

V. ANALYSE DES RESULTATS DE L'ENQUETE DE TERRAIN

1.1 PROFIL SOCIODEMOGRAPHIQUE DES ENQUETES ET REPARTITION ZONALE DE L'ENQUETE

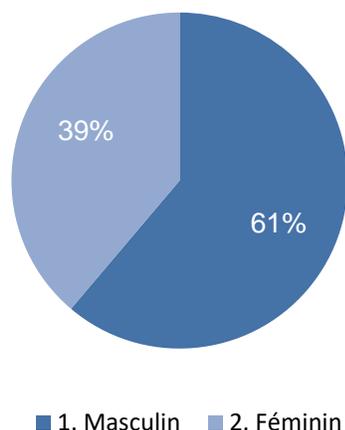
L'enquête de terrain a porté sur 85 personnes réparties selon le sexe, le niveau, le statut professionnel, le niveau d'instruction et le lieu de résidence qui sont les principales variables qui ont servi à les catégoriser.

Figure 1 : Répartition zonale des enquêtés



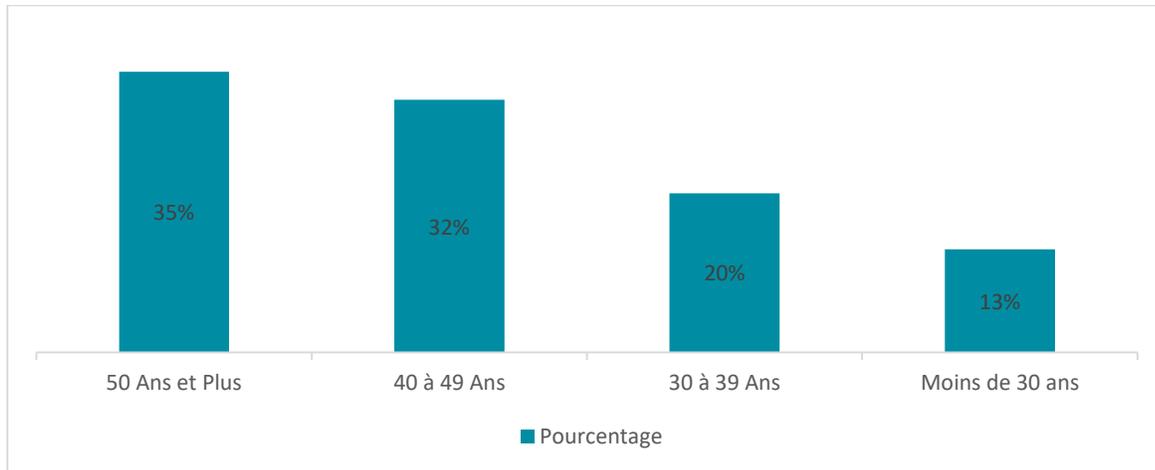
Hormis Dakhagbè et Gbérébouin qui sont des districts plutôt moins peuplés qui représentent respectivement 9% et 8% des enquêtés y résident. Il existe un équilibre relatif dans la répartition des enquêtés entre les différentes zones couvertes par l'étude.

Figure 2 : Répartition des enquêtés selon le sexe



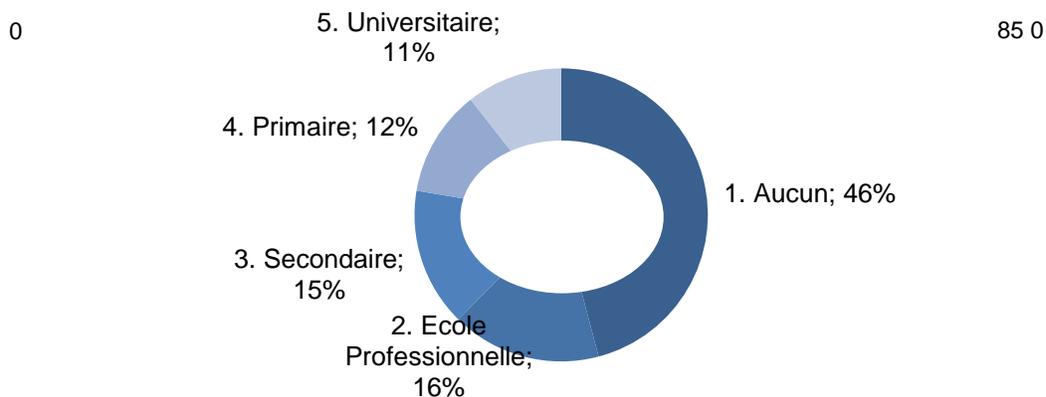
La figure ci-dessous montre que la majorité des personnes enquêtées (61%) était de sexe masculin alors que celles du sexe féminin représentaient 39%.

Figure 3 : Répartition des enquêtés selon l'âge



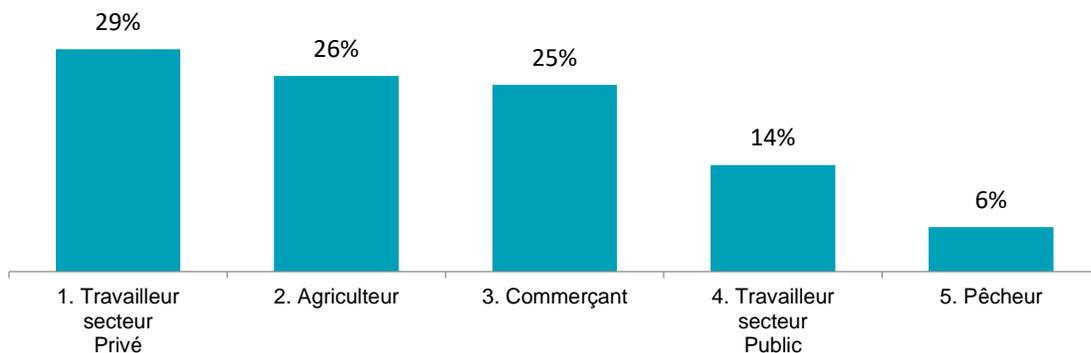
La figure N°3 indique que la tranche d'âge 50 ans et plus représentent la majorité des enquêtés. Suit de près la tranche de 40 à 49 ans avec 32%. Cela indique que les seniors et les adultes généralement chefs de ménages ont représenté la part la plus importante de la population enquêtée. Les moins de 30 ans représentent quant à eux 13%.

Figure 4: Répartition des enquêtés selon le niveau d'instruction



Les données d'enquête montrent que, du point de vue de niveau d'instruction, la plupart des enquêtes, même si elles représentent moins de la majorité (46%), regroupe des personnes n'ayant pas été à l'école et ne disposant d'« Aucun » niveau d'instruction formel. Ce groupe est suivi de loin par ordre d'importance par ceux ayant un niveau « école professionnelle » (16%) et « secondaire » (15%) tandis que ceux ayant un niveau « universitaire » représentent 11%.

Figure 5 : Répartition des enquêtés selon la profession



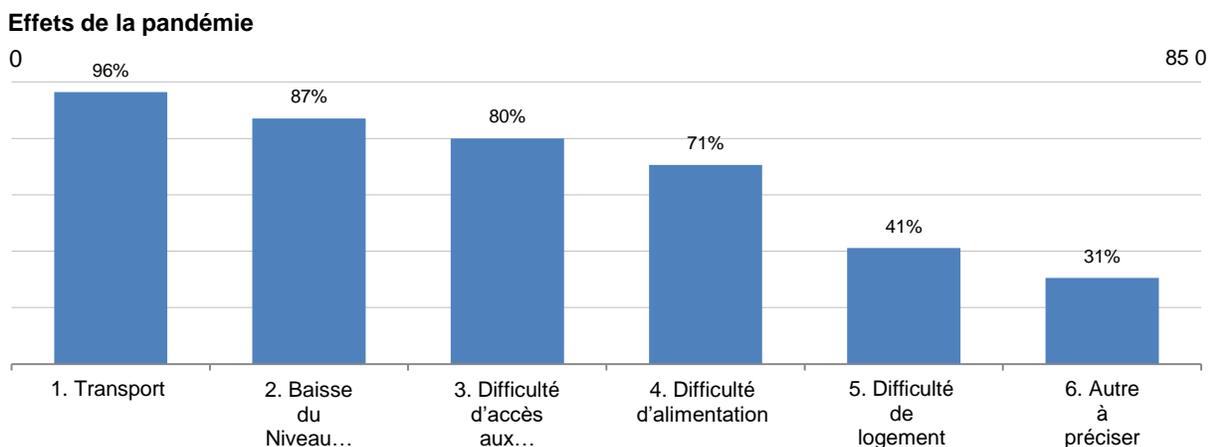
Les résultats de l'enquête montrent que les travailleurs du secteur privé (employés d'entreprises, responsables d'entreprises ou auto-employeurs) représentent la majorité des enquêtés avec 29%, suivis des agriculteurs (26%), des commerçants (25%) tandis que les travailleurs du secteur public (autorités administratives, fonctionnaires) représentent 14% et les pêcheurs, une faible minorité des enquêtés (6%).

1.2 TYPES D'EFFETS SUBIS PAR LES COMMUNAUTES

Cette partie indique les principaux types d'effets et leurs manifestations qui se traduisent dans le quotidien des enquêtés. Selon les données recueillies pendant l'enquête, le transport (à entendre comme les difficultés relatives à la mobilité, au coût du transport), représente l'effet le plus important du covid-19 sur les communautés. Viennent ensuite par ordre d'importance, la baisse de revenu qui constitue une part également forte (87%), les difficultés d'accès aux soins de santé (80%) et les difficultés d'alimentation qui représentent 71% des parts d'impact.

A côté de ces principaux effets, suivent d'autres, qui, sans atteindre les proportions ci-dessus, sont tout aussi importants à savoir : la difficulté de logement.

Figure 6: Types d'effets de la maladie du coronavirus sur les communautés



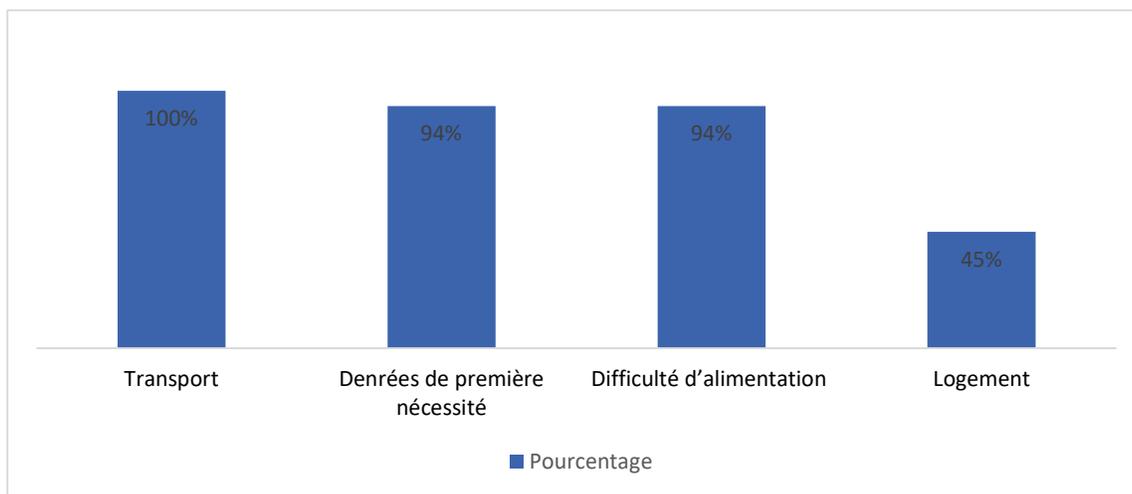
Notre population cible distingue plusieurs types d'effets du covid-19. Celui désigné par une très forte majorité des enquêtés est l'impact sur le transport (96%) traduit en terme de hausse des tarifs interurbains notamment, de tracasseries routières, de restriction de la mobilité. Ce facteur est suivi de la baisse du niveau de revenus qui a affecté 87% des enquêtes, de la difficulté d'accès aux soins de santé (80%), de la difficulté d'alimentation (71%), et de la difficulté de logement.

Dans la catégorie « *Autres* », certains enquêtés ont signalé d'autres types d'effets du covid-19. Il s'agissait des effets sur l'éducation, les groupements sociaux de femmes, les métiers artisanaux, les relations interpersonnelles ainsi que la pratique religieuse dans les lieux de culte.

EFFETS DE LA PANDEMIE SUR LES DEPENSES

La survenue de la pandémie en Guinée a fait naître de nouvelles charges dans les budgets des ménages et augmenté d'autres. En effet pour réduire les risques de propagation de la maladie, le nombre de places dans les moyens de transport en commun a été réduit, occasionnant le doublement du transport. Les résultats montrent effectivement que cette dépense est celle qui, selon les enquêtés a connu la plus forte hausse du fait de la pandémie.

Figure 7 : Effets de la maladie du coronavirus sur les dépenses



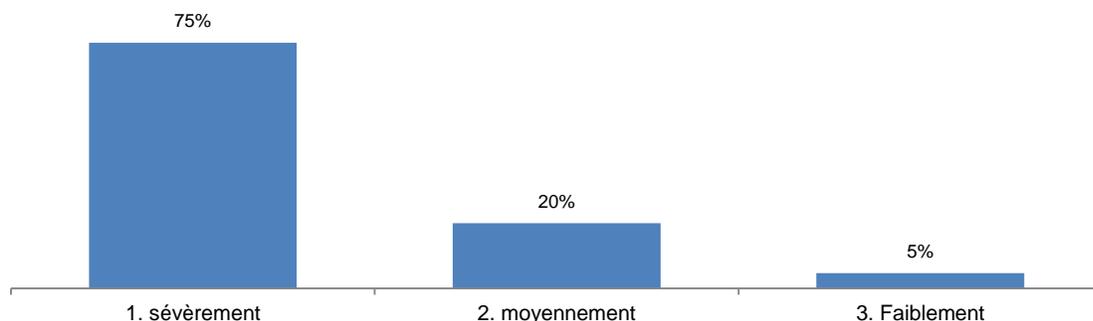
Cette figure confirme que la survenue de la pandémie a contribué à l'augmentation de certaines dépenses des enquêtés.

La totalité (100%) pense que la pandémie a contribué à l'augmentation du coût du transport. Une très forte majorité (95%) affirme que la pandémie a également contribué à l'augmentation du coût des denrées de première nécessité et à la difficulté d'alimentation. Parmi cette même population, 45% affirme que la pandémie a augmenté le coût du logement.

NIVEAU D'IMPACT DE LA PANDEMIE SUR LES ENQUETES

La pandémie du coronavirus a eu des effets relativement, sur la plupart des personnes, et selon les personnes et les secteurs d'activité. Cette section permet de comprendre comment les personnes enquêtées ont ressenti les effets de la pandémie.

Figure 8: Niveau d'impact de la maladie du coronavirus sur les enquêtés



La pandémie a eu assez d'effets sur la population enquêtée. En effet, une forte majorité des enquêtés (75%) dit avoir *sévèrement* ressenti les effets de la pandémie, contre une minorité de 20% qui affirme n'avoir été que *moyennement* affectée par les effets du coronavirus. Seulement une faible minorité des enquêtés (5%) dit avoir été *faiblement* touché par les mêmes effets.

Ces données concourent à renforcer le constat selon lequel, cette crise a touché la population de la zone d'étude à un niveau de sévérité élevé, comme on peut l'observer ailleurs dans le pays.

1.1 NIVEAU D'IMPACT DU POINT DE VUE GENRE

Ce premier tableau résulte de l'analyse croisée du niveau d'impact selon le sexe des enquêtés. Il en ressort que la majorité des enquêtés ayant le plus durement ressenti les effets du covid-19 relèvent du sexe féminin, même si dans leur ensemble, les enquêtés des deux (2) sexes affirment avoir ressenti les effets du covid-19 « *sévèrement* ».

Tableau 1: Niveau d'impact de la maladie du coronavirus du point de vue du genre

Niveau d'impact	Sexe		Total général	
	Féminin	Masculin	Effectif	Pourcentage
Faiblement	2%	2%	4	5%
Moyennement	4%	16%	17	20%
Sévèrement	33%	42%	64	75%
Total général	39%	61%	85	100%

La comparaison des écarts entre le **Total général** et la modalité **Sévèrement** montre que les femmes sont les plus affectées par la pandémie. Soit un écart de 6 pour les Femmes et un écart de 19 pour les Hommes. Ou encore grâce à la règle de trois nous sommes arrivés à comprendre que les 33% des femmes sur la modalité **Sévèrement** correspondent à 84,61% du total général des femmes alors les 42% correspondent à 68,85% du total général des Hommes.

1.2 NIVEAU D'IMPACT SELON LA PROFESSION

Quant au second tableau (voir ci-dessous), il analyse les perceptions des enquêtés sur le niveau d'impact du covid-19 selon leur profession. Le tableau montre que les enquêtés des secteurs respectifs du commerce, de l'agriculture, de la pêche sont ceux qui ont le plus « *sévèrement* » ressentis les effets de la pandémie sur leurs activités.

Tableau 2: Niveau d'impact selon la profession

Profession	Niveau d'impact			Total général	
	Faiblement	Moyennement	Sévèrement	Effectif	Pourcentage
Agriculteur	0%	5%	21%	22	26%
Commerçant	0%	2%	22%	21	25%
Pêcheur	0%	1%	5%	5	6%
Travailleur secteur privé	5%	9%	15%	25	29%
Travailleur secteur public	0%	2%	12%	12	14%
Total général	5%	20%	75%	85	100%

Quant au croisement du niveau d'impact et de la profession, il ressort que les commerçants (22%) sont plus les affectés. Ce qui revient aussi à dire que les femmes sont les plus affectées puisque l'étude d'ailleurs révèle que la presque totalité des femmes ayant pris part à l'étude sont des commerçantes.

Cela démontre que les effets du covid-19 ont touché les communautés minières de Boffa dans toutes leurs composantes et que les principaux secteurs d'activités économiques ont également été très affectés. La manière dont les effets se manifestent sur chaque secteur d'activité est néanmoins différente en termes de niveau d'impact, mais les manifestations des effets (voir section suivante) sont généralement similaires.

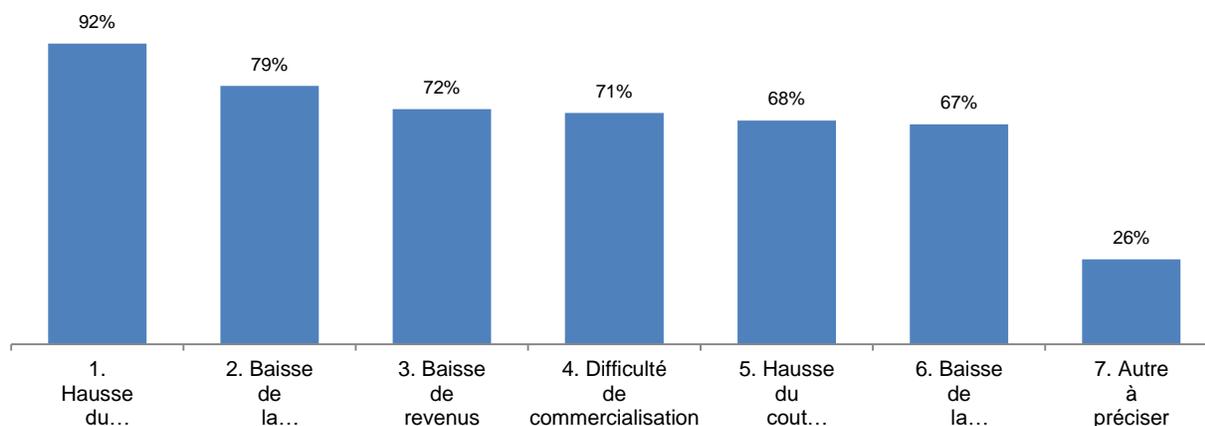
SECTEURS D'ACTIVITES ECONOMIQUES ET MANIFESTATIONS DES EFFETS DU COVID-19

La pandémie de coronavirus a eu des effets sur les différents secteurs d'activités économiques pratiquées dans les localités couvertes par l'étude. Cette étude s'est appesantie principalement sur les secteurs de l'agriculture, du transport, de la pêche, de l'élevage et des emplois. La présente section permet de comprendre les effets sur les différentes activités économiques et leurs manifestations.

1.1 EFFETS DE LA MALADIE DU CORONAVIRUS SUR L'AGRICULTURE

Même s'il s'agit d'une zone minière, l'agriculture constitue le secteur qui emploie la majorité des populations locales. L'identification des différentes manifestations des effets sur ce secteur primordial permet de cerner que les perturbations subies par le secteur et sa main-d'œuvre peuvent engendrer des risques de sécurité alimentaire et de pauvreté.

Figure 9: Effets de la maladie du coronavirus sur l'agriculture



Dans le secteur de l'agriculture, la pandémie a des effets considérables. En effet, une très forte majorité des enquêtés (92%) dit que la pandémie a contribué à la hausse du coût du transport des produits agricoles. Une forte majorité (79%) affirme que la crise actuelle a causé la baisse de la production tandis que 71% disent que la pandémie, du fait des effets précédents a contribué à accroître la difficulté de commercialisation. En conséquence, 72% affirment que la pandémie de covid-19 a contribué à une baisse considérable de revenus des agriculteurs.

Dans la catégorie de réponse « *Autres* », certains enquêtés fustigent les entreprises minières d'être à la base des problèmes liés à l'agriculture. Ils pensent qu'en plus des effets de la pandémie, les entreprises minières ont aussi contribué à affecter le secteur de l'agriculture dans leur région du fait de l'afflux de populations, provoqué par l'appel d'offres des emplois miniers, la perte de terres fertiles et la pollution des sols et de l'environnement, la diminution drastique de la main-d'œuvre agricole qui s'oriente vers les emplois d'ouvriers miniers.

En guise d'illustration, un répondant a dit ceci : « *l'agriculture n'est plus bonne depuis l'arrivée de l'entreprise minière, il nous a pris nos plaines pour les exploiter* »

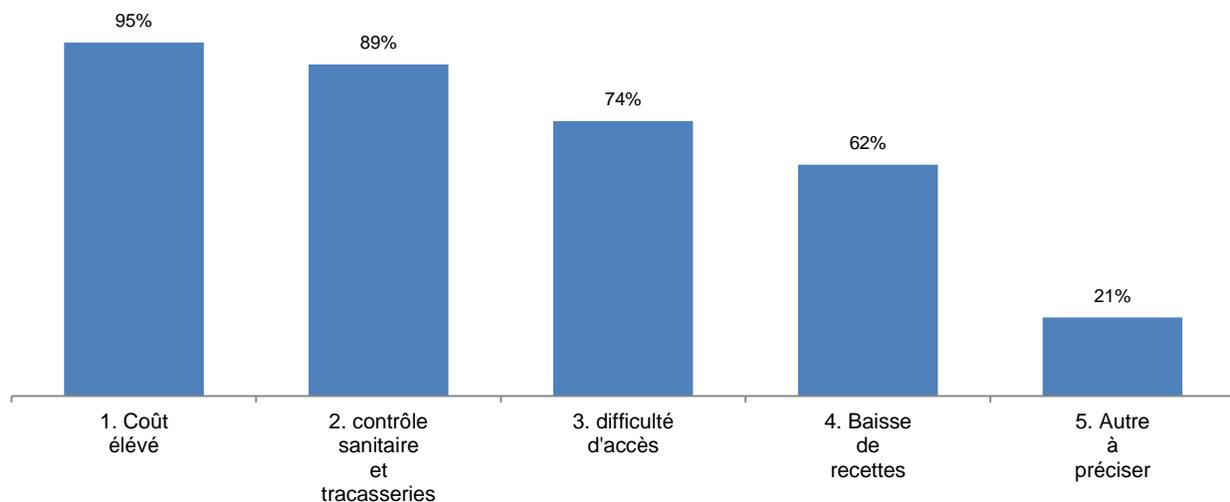
Quant aux autres effets de la pandémie sur l'agriculture, il n'était pas rare d'entendre plusieurs enquêtés s'exprimer en ces termes : « *depuis le début de cette maladie, les semences se faisaient rares car au niveau des marchés hebdomadaires, les gens (fournisseurs) ne venaient pas nombreux, ceux qui étaient là vendaient leurs produits très chers.* »

Un autre affirmait que : « *quand la maladie a commencé, c'était difficile pour nous de venir à Conakry et dans les marchés hebdomadaires pour vendre nos produits en grande quantité. Il y avait la peur de la maladie et le manque de clientèle qui nous empêchaient d'écouler nos produits* ».

1.2 EFFETS DE LA MALADIE DU CORONAVIRUS SUR LE TRANSPORT

S'il y a un secteur qui a ressenti plus fortement les effets des mesures restrictives visant à lutter contre la propagation de la nouvelle maladie de coronavirus, c'est le secteur du transport routier. Les restrictions de transport interurbain, le doublement du transport ont généré des effets en cascade sur les prix des marchandises et favorisé les difficultés d'approvisionnement, d'accès aux denrées de large consommation, etc.

Figure 10: Effets de la maladie du coronavirus sur le transport



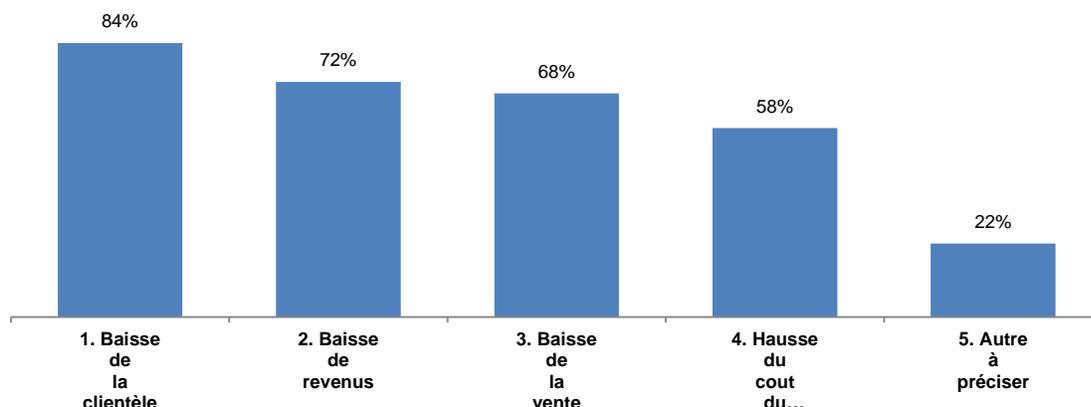
Dans le secteur du transport, là encore, une très forte majorité des enquêtés (95%) s'est plaint du coût « élevé » du transport, tandis que la forte majorité (89%) a dénoncé les contrôles sanitaires et les tracasseries comme « pesant » sur leurs activités. 74% des enquêtées citent les difficultés d'accès au transport pour les usagers. Tout cela a conduit à la baisse des recettes selon 62% des personnes enquêtées.

Dans la catégorie « Autre », les enquêtés ont cité d'autres effets de la pandémie sur le transport. Pour eux, le coût élevé du transport causé par la pandémie a contribué à fermer leurs petites entreprises, réduit leurs déplacements sur les lieux de travail, les marchés hebdomadaire, les fêtes etc.

1.3 EFFETS DE LA MALADIE DU CORONAVIRUS SUR LA PECHE

La pêche a également subi des effets. Car, comme toutes les activités productives, le transport et la vente des produits ainsi que la hausse du matériel dépendent du pouvoir d'achat et de la mobilité des pêcheurs et de la clientèle, qui s'est restreinte.

Figure 11: Effets de la maladie du coronavirus sur la pêche



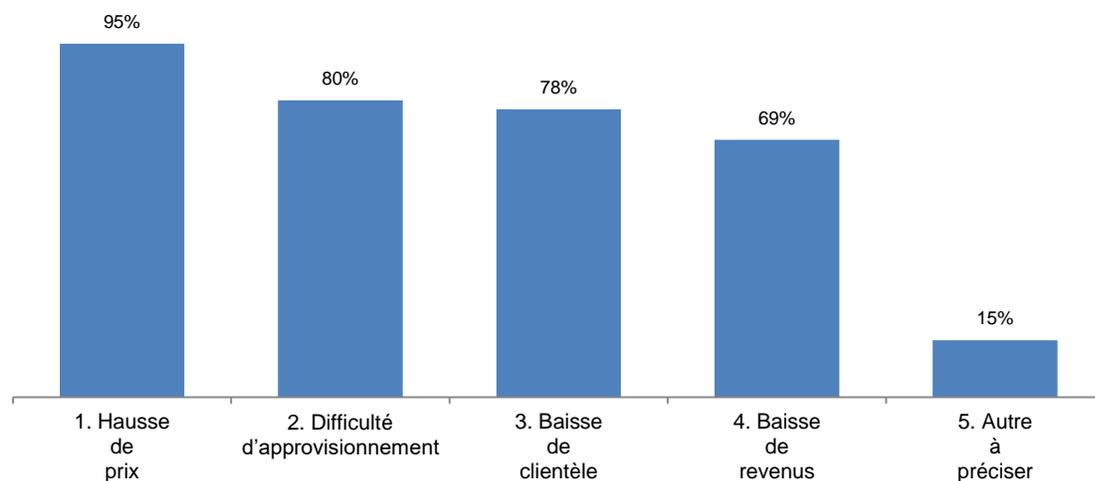
Les données recueillies auprès des enquêtés révèlent que la pandémie a eu aussi des effets significatifs sur le secteur de la pêche. Elle a contribué à la baisse de la clientèle selon une majorité des répondants (84%), à la baisse du revenu (72%), à la baisse des ventes 8%, et à la hausse du coût du matériel de pêche (filets, bois, moteurs, etc.) pour 58% des enquêtés.

Dans la catégorie « *Autres* », les enquêtés citent aussi les entreprises minières dont les activités, à travers la pollution des rivières qui ne leur permet plus de pêcher. En dehors de cet aspect, certains ont évoqué l'impact de la pandémie en termes de réduction de la clientèle. Un enquêté corrobore cela en ces propos : « *Même si on gagnait des poissons lors de nos sorties, on avait du mal à les revendre pour tenir bon* ».

1.4 EFFETS DE LA MALADIE DU CORONAVIRUS SUR LE COMMERCE

La commercialisation des produits de consommation dépend de plusieurs facteurs : des conditions et des capacités de production, de la logistique, du transport qui conditionnent l'offre et enfin la demande. Or, la pandémie a affecté toute cette chaîne, occasionnant des difficultés pour les commerçants surtout ceux de l'informel qui n'ont ni de canaux innovants comme le e-commerce, ni de filets de sécurité sociale.

Figure 12: Effets de la maladie du coronavirus sur le commerce



D'après les données collectées, l'impact du covid-19 sur le secteur du commerce s'est matérialisé par la hausse des prix des denrées pour une très forte majorité des enquêtés (95%), par la difficulté d'approvisionnement (80%), la baisse de la clientèle (78%), et par la baisse de revenus pour la majorité des enquêtés (69%).

Pour la catégorie de réponse « *Autres* », certains enquêtés ont souligné les difficultés causées par la pandémie dans le secteur du commerce en ces termes : « *Nos produits périssaient par manque de clientèle. On peinait à écouler nos marchandises, les femmes qui nous achetaient ne venaient plus* »

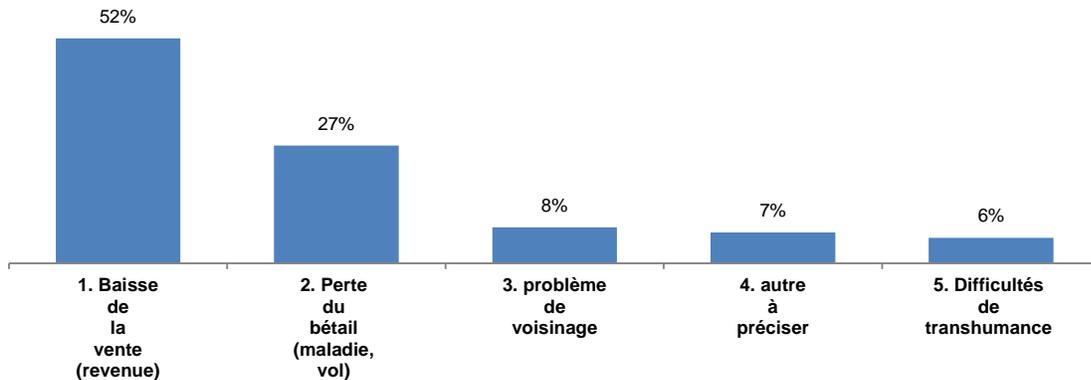
Un enquêté affirme : « *Il y avait trop de contrôles sanitaires qui nous faisaient payer assez d'argent, cela du coup nous amenait à augmenter le prix des denrées sur le marché pour couvrir les frais de transport de la marchandise* ».

Cela dénote de l'apparition d'une corruption sous-jacente sur fond de contrôle sanitaire. Mais faute de preuves tangibles à la disposition des enquêtés, ces allégations restent difficiles à vérifier.

1.5 EFFETS DE LA MALADIE DU CORONAVIRUS SUR L'ELEVAGE

Le transport du bétail des villages vers les centres urbains étant d'ordinaire cher, le contexte de la pandémie a occasionné une hausse du prix de la viande sur les marchés. Face à une population au pouvoir d'achat affaibli, les activités connexes à l'élevage (bouchers, abatteurs, bouviers) connaissent à leur tour des difficultés.

Figure 13: Effets de la maladie du coronavirus sur l'élevage



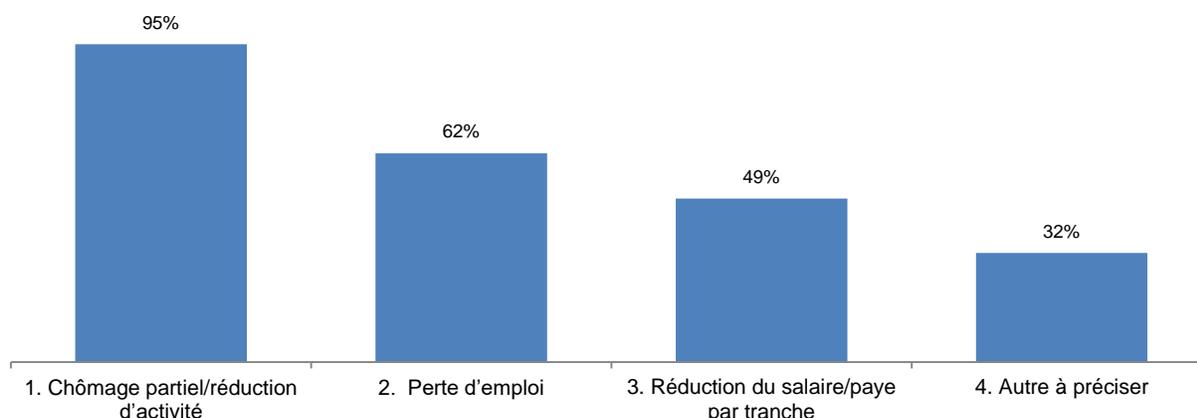
L'effet de la pandémie sur le secteur de l'élevage se matérialise par la baisse de la vente pour une majorité de personnes (52%), tandis qu'une minorité (27%), évoque la perte du bétail comme les principaux effets.

Au-delà, certains de nos enquêtés ont dénoncé les accidents causés par les engins des entreprises minières qui percutent le bétail. D'autres ont pointé du doigt le banditisme et le vol de bétail causés par le manque d'emploi et la pauvreté, résultats de la pandémie. D'autres enfin ont signalé le fait que le manque de vétérinaires dans leur localité dû à la pandémie affecte également l'élevage dans la zone d'étude.

1.6 EFFETS DE LA MALADIE DU CORONAVIRUS SUR LES EMPLOIS

La pandémie de covid-19 a occasionné « la pire crise mondiale du travail depuis la seconde guerre mondiale » selon l'OIT. Cette tendance mondiale des effets du covid-19 sur les emplois est la même dans les zones minières de Boffa objet de l'étude. Le chômage ou la restriction drastique des activités ont touché beaucoup de personnes.

Figure 14: Effets de la maladie du coronavirus sur les emplois



L'effet de la pandémie sur les emplois fut considérable. Selon une très large majorité d'enquêtés, il s'est manifesté par : le chômage en partie/réduction d'activité (95%), par la perte d'emploi (62%), ou par la réduction du salaire/paye par tranche (49%).

Dans la catégorie « *Autres* », certains enquêtés ont dénoncé la « stigmatisation » des travailleurs noirs en particulier les jeunes, le retard du salaire partiel, le prolongement de la durée du chômage partiel et aussi le manque d'accompagnement pendant cette période de crise.

L'un d'entre eux affirme : « Beaucoup de jeunes ont été victimes du chômage partiel, et jusqu'à présent ils n'ont pas fait appel à ces travailleurs »

Une personne ajoute : « je recevais toujours mon salaire mais ça retardait »

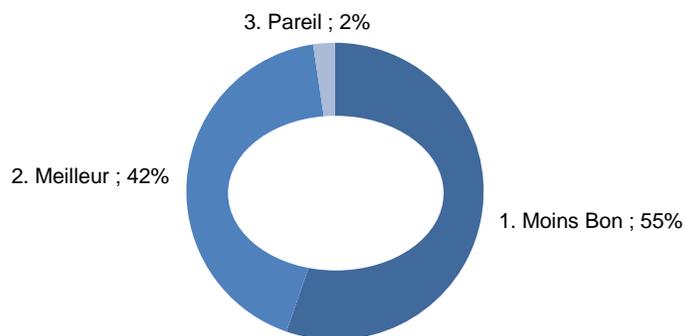
Une femme, employée d'entreprise raconte : « Certains travailleurs noirs d'une société chinoise étaient appelés à rester à la maison. Nous n'étions que 2 à travailler dans la cuisine ».

Un dernier plaint la manière brute de leur mise à pied en ces termes : « Les Chinois expulsent selon leur gré sans aucun accompagnement »

1.7 ETAT DES ACTIVITES AVANT LA PANDEMIE

Cette section permet de comprendre les perceptions des enquêtés sur l'état de leurs activités avant la pandémie de covid-19 et indirectement l'effet de celui-ci sur elles.

Figure 15:Etat des activités avant la pandémie du covid-19



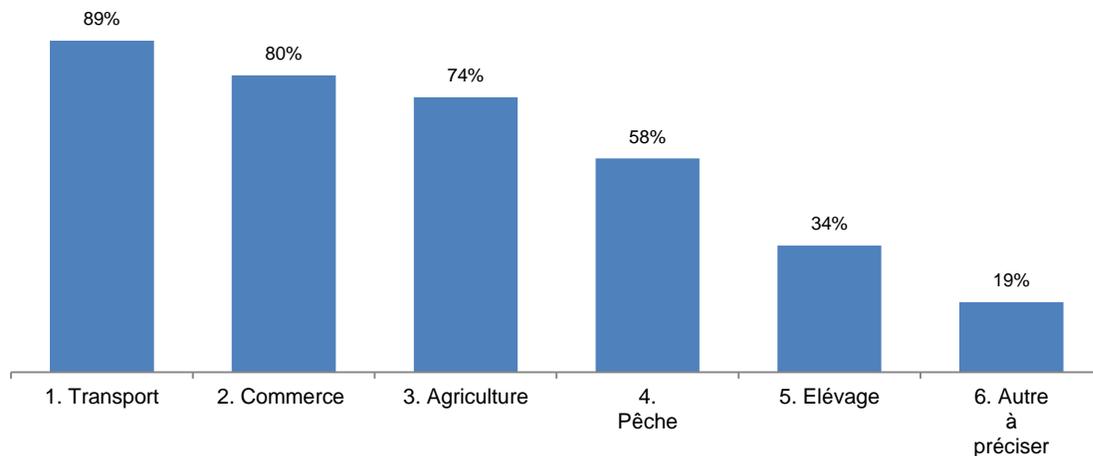
Selon les données d'enquête, une majorité des enquêtés (55%), a estimé que leurs activités était *moins bons* depuis l'apparition de la pandémie tandis que 42 %, affirment que leurs activités sont dans un *meilleur* état qu'avant la pandémie. Seulement une très faible minorité (2%) des enquêtés qui, eux trouvent que leur activité est dans un état *pareil* depuis la survenue du coronavirus.

Ces réponses révèlent la difficulté de percevoir la pandémie comme étant négative pour tous les secteurs d'activités. Loin de là, force est de constater que si le coronavirus a lourdement affecté de nombreux secteurs d'activités socioéconomiques, elle a permis l'émergence d'autres comme la vente des gels hydroalcooliques, la vente de bavettes, etc.

1.8 ACTIVITES LES PLUS AFFECTEES PAR LES EFFETS DE LA MALADIE DE CORONAVIRUS

Même si tous les secteurs d'activité ont quasiment été affectés par les effets de covid-19, tous ne l'ont pas été de la même manière. Cette section montre les activités qui ont été les plus durement touchées dans la zone d'étude.

Figure 16: Activités les plus affectées par la maladie du coronavirus



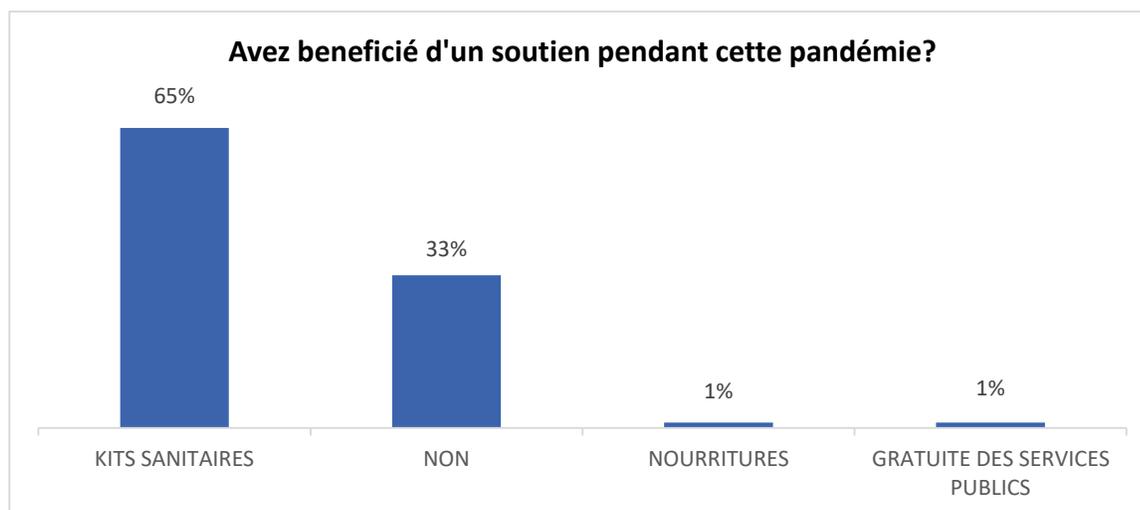
Les données résultant de l'enquête révèlent que le secteur du transport est celui qui a été le plus affecté selon une forte majorité des répondants (89%). Pour 80% des personnes enquêtées, le commerce est l'activité économique la plus impactée. Viennent ensuite l'agriculture et la pêche qui culminent respectivement à 74% et 58%.

Dans la catégorie « *Autres* », les enquêtés ont énuméré d'autres types d'activités affectées par la pandémie. Il s'agit de la couture, de l'emploi minier et des stages. L'éducation et la formation professionnelle ont également été évoquées comme ayant souffert de la pandémie de coronavirus.

MESURES DE SOUTIEN/ACCOMPAGNEMENT AUX COMMUNAUTES

En répondant à la question « avez-vous bénéficié d'un soutien pendant cette pandémie ? », les personnes enquêtées ont reconnu en majorité avoir bénéficié de kits sanitaires comprenant la fourniture de bavettes, de kits de lavages de mains notamment. En revanche, une bonne partie a affirmé n'avoir bénéficié d'aucun soutien. Cela met en exergue, la nécessité d'apporter une assistance à ces communautés dont les besoins de tous ordres, surtout alimentaires, sont importants, avec la menace d'insécurité alimentaire qui plane, aggravée par les pertes d'emplois, la difficulté d'accès aux denrées de première nécessité du fait de la hausse des prix et des difficultés d'approvisionnement, etc.

Figure 17: Mesures de soutien/Accompagnement bénéficiés



Une majorité importante des enquêtés (65%) affirme avoir bénéficié d'un soutien pendant cette période de covid-19 en termes de fourniture de kits de lavage des mains ou de bavettes, contre 33% qui disent n'avoir pas bénéficié de ces soutiens fournis par le gouvernement et autres organismes engagés dans la lutte contre le coronavirus en Guinée comme les ONGs et les PTF.

Seule une minorité marginale affirme avoir bénéficié d'assistance alimentaire et de la gratuité de certains services publics.

Cela met en exergue le fait que si de nombreuses actions de sensibilisation, d'assistance, de fourniture de kits sanitaires, de gratuité de certains services comme le transport par bus à Conakry, la répartition de ce soutien et l'équilibre dans la fourniture de ces services dans les zones rurales, notamment dans la zone d'étude à Boffa n'a pas toujours été équilibrée.

Cela révèle l'existence de besoins des communautés riveraines de la zone ALUFER en matière de soutien aux activités génératrices de revenus, notamment agricoles pour favoriser leur résilience au choc des effets de la pandémie sur leurs activités, donc sur elles.

ACTIONS ENTREPRISES POUR FAIRE FACE A LA PANDEMIE

Pour faire face à la pandémie, notre population cible a entrepris différentes sortes d'activités pour s'adapter.

Selon le profil des personnes enquêtées, beaucoup ont affirmé s'être orientés vers les activités génératrices de revenus (AGR) comme le commerce opportuniste de produits de protection comme les bavettes, les kits de lavage des mains ou les gels hydro-alcooliques.

Tandis que le maraichage, le travail domestique étaient privilégiés par les femmes, les jeunes optaient pour le transport (taximoto) les cours à domicile, etc.

Pour eux, ces alternatives représentaient la « *meilleure solution* » pour s'adapter à la crise sanitaire.

Un des enquêtés pour illustrer cet état de fait, s'est confié en ces termes : « *comme on le dit, quand le ciel fait du bruit, tout le monde sauve sa tête. Je me sauve à ma manière* »

Un autre d'ajouter « *Dès que la pandémie a commencé, j'ai commencé à proposer le service de lavage des voitures pour subvenir à mes besoins* »

Une autre catégorie de population s'est organisée en groupement et association d'entraide pour entreprendre des tontines, des séances de sensibilisation contre la pandémie et d'autres types d'activités. D'autres par contre n'ont entrepris aucune autre activité sinon que de continuer leurs activités habituelles.

CONCLUSION

En cherchant à identifier et à comprendre les effets de la pandémie de coronavirus sur les communautés minières de la zone ALUFER à Boffa, la présente étude a permis de faire un certain nombre de constats.

Le premier constat est que la pandémie de coronavirus est un facteur aggravant des vulnérabilités existantes.

De l'analyse juridique, il ressort que les mesures prises par les autorités publiques pour contenir la propagation de l'épidémie, si elles ont un effet salvateur dans le cadre de la riposte, ont eu des effets négatifs sur les conditions socioéconomiques des communautés de Boffa.

En outre, étant donné que l'étude a été réalisée dans un contexte minier, il est clairement apparu que les impacts cumulatifs de l'exploitation minière sont considérés comme « l'autre » effet majeur qui, combiné à la pandémie, pèse sur les activités socioéconomiques dans la zone d'étude selon les personnes entretenues dans le cadre des enquêtes de terrain.

Par ailleurs, si les mesures entreprises pour lutter contre la pandémie couvrent un large spectre d'assistance tels que le soutien à l'entrepreneuriat, le report d'obligations et de charges fiscales, l'aide au transport public, le soutien à l'agriculture par exemple sont perceptibles dans les centres urbains. Elles le sont moins dans les zones rurales. C'est le cas dans notre zone d'étude où la majorité, au-delà des kits sanitaires n'ont quasiment pas bénéficié de ces soutiens.

Les acquis obtenus en matière de couverture santé, de lutte contre certaines maladies majeures contre le paludisme, le SIDA et la lutte contre l'insécurité alimentaire sont menacés par les effets de la pandémie.

Le coronavirus à travers ses effets multiformes et multisectoriels a déstabilisé les activités socioéconomiques, de par sa durée, ses incidences multiples, la difficulté d'application des mesures de prévention (confinement, restriction des déplacements, distanciation physique) dans un contexte de pauvreté et de sociabilité forte « à l'africaine » où les liens sociaux sont vitaux, est une pandémie plus complexe à maîtriser. Et de surcroît, ces mesures ont eu des effets sur les activités socioéconomiques considérables sur la vie des communautés.

Comme face à toutes les pandémies, les hommes développent l'instinct de survie pour s'adapter. La présente étude a donc révélé cette capacité d'adaptation. Mais encore, elle a permis de comprendre

qu'au-delà de la crise sanitaire, le coronavirus est l'objet d'interprétations suspicieuses qui alimentent la réticence chez certaines personnes due aux représentations des communautés sur ce genre de maladie.

La situation post-pandémique, en raison des perspectives économiques négatives, de l'effet multiplicateur de ses impacts qui pourrait prolonger le choc des effets sur le moyen terme, est à craindre pour les Guinéens en général et les communautés de Boffa en particulier. Cette situation explique certainement l'aspect anxiogène moins étudié du coronavirus lié à la peur du lendemain, aux incertitudes, aux perspectives d'avenir de la jeunesse surtout. Cela pourrait nourrir les ambitions pour l'immigration clandestine vers les pays européens. D'où la nécessité de soutenir l'entrepreneuriat jeune et l'autonomisation des femmes.

Face à ces nombreux défis, la mise en œuvre d'actions urgentes pour accompagner les initiatives agricoles locales s'avère comme une nécessité impérieuse. En ce sens qu'étant la principale activité économique malgré les emplois miniers, l'agriculture est la seule à même de catalyser les autres secteurs, de prévenir l'insécurité alimentaire et d'assurer une autonomisation financière (des femmes surtout) qui renforce la résilience des communautés minières de Boffa. Ce besoin d'accompagnement a été exprimé avec insistance par les personnes enquêtées à Boffa. D'ailleurs, l'agriculture est l'alternative la plus évoquée par les personnes enquêtées dans le cadre de cette étude comme « moyen privilégié » pour survivre à la crise sanitaire du coronavirus.

RECOMMANDATIONS

L'analyse des discours fait sur les recommandations montre que la population se préoccupe essentiellement de deux types d'impacts : les impacts provoqués par les activités minières et celui de la pandémie. Les recommandations suivantes ont donc été formulées principalement par des enquêtés. Celles-ci sont complétées par les consultants.

A L'ETAT

A court terme

- Renforcer la distribution des kits sanitaires de prévention et poursuivre la sensibilisation sur le covid-19 ;
- Soutenir les ménages les plus vulnérables par l'assistance alimentaire du genre de l'ANIES ;
- Favoriser un transport sécurisé des marchandises et des producteurs, des commerçants pour faciliter l'approvisionnement des marchés et l'accès aux denrées de première nécessité ;
-
- Veiller à une adaptation proportionnée et localisée des mesures de prévention en fonction des indicateurs sanitaires

A moyen terme

- Encourager les entreprises minières à promouvoir l'entrepreneuriat agricole notamment chez les GIE de femmes et de jeunes dans le cadre de leurs activités de soutien au contenu local ;

- Veiller à ce que les mesures de soutien fiscales comme le report d'obligations fiscales ou la mise à disposition de fonds de soutien à l'activité économique dans le cadre du plan de relance nationale puissent profiter aux entreprises présentes dans les zones minières.

A long terme

- Soutenir le développement de l'agriculture familiale dans la zone de Boffa ainsi que dans les zones minières afin d'élever le niveau de résilience des communautés en termes de sécurité alimentaire.

A l'ONG MERCOM Guinée

A court terme

- Entreprendre de activités de sensibilisation et de fourniture de kits de prévention du covid-19 aux communautés minières de Boffa ;
- Poursuivre le renforcement des capacités des GIE et autres coopératives agricoles notamment sur les pratiques agricoles durables, la gouvernance des organisations paysannes (formalisation, outils, création de partenariats locaux, etc.)

A moyen terme

- Mettre en place des activités d'organisation, d'appui, de fourniture d'équipements et d'intrants agricoles aux groupements paysans de la zone du projet ALUFER pour la création d'AGR en vue d'amoinrir le choc des effets du covid-19 sur les activités socioéconomiques et baisser la pression sur les emplois miniers pour une stabilité accrue dans la zone ;
- Faciliter en collaboration avec les conseils communaux, l'intégration et la prise en compte des activités d'entreprenariat féminin et des jeunes dans les budgets locaux de développement.

A long terme

- Doter certains groupements de capacités de stockage, de conditionnement des produits agricoles

Aux PTF

Dans le cadre des impacts suscités par la pandémie, la population recommande :

- La construction d'un poste de santé doté en médicaments et en agents de santé dans les districts qui en sont dépourvus
- L'appui à la redynamisation des activités agricoles
- La sensibilisation de la population sur la pandémie
- Le soutien aux ménages en fournitures scolaires et assister l'Etat dans son programme de cours à distance

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Ouvrages généraux

1. Annuaire Statistique du Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation (MATD, 2017)
2. Annuaire statistique, INS, 2018
3. Annuaire Statistique du Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation (MATD, 2018)
4. La Guinée en chiffres, INS, 2016
5. Plan National de Développement Economique et Social, Ministère du Plan et de la Coopération Internationale (MPCI, 2017)
6. Recensement Général de Population et Habitat (RGPH), INS, 2014

Rapports et notes sectorielles

7. *Analyse préliminaire multisectorielle de l'impact du covid-19 en Guinée*, SNU-Guinée, Avril 2020
8. Discours du Premier Ministre sur le plan de riposte économique contre le covid-19 (<http://gouvernement.gov.gn>)
9. *Éléments à prendre en considération lors de la mise en œuvre et de l'ajustement des mesures de santé publique et des mesures sociales dans le cadre de l'épidémie de COVID-19*, OMS, Nov 2020
10. *Évaluation de l'impact économique du covid-19 et des réponses politiques en Afrique subsaharienne* (Africa,s Pulse), BM, Avril 2020
11. *Guinée : évaluation initiale de l'impact de la pandémie de coronavirus sur le secteur extractif et sur la problématique de la gouvernance des ressources* », NRGI, juin 2020
12. *L'Afrique face au covid-19 : implications socio-économiques régionales et priorités politiques*, OCDE, Mai 2020
13. Note sectorielle de l'OIT : *Le COVID-19 et le commerce alimentaire*, juin 2020
14. Note sectorielle de l'OIT : *Le COVID-19 et ses répercussions sur l'agriculture et la sécurité alimentaire*, Avril 2020
15. Note sectorielle de l'OIT : *COVID-19 et la fonction publique*, Mai 2020
16. Note sectorielle de l'OIT : *COVID-19 et le secteur de l'Education*, Avril 2020
17. Note sectorielle de l'OIT : *Le COVID-19 et le transport routier*, juin 2020
18. *Observatoire de l'OIT: le COVID-19 et le monde du travail. Quatrième édition Estimations actualisées et analyses*, Mai 2020
19. *Rapport et proposition d'actions WASH-CHOLERA pour la zone littorale*, UNICEF, 2016

Articles de presse

20. *Boffa : une préfecture aux multiples potentialités et des opportunités en attente*, Action Mines, Nov 2018
21. *Coronavirus, la Guinée enregistre son premier cas*, RFI
22. *Coronavirus, la Guinée connaît son premier cas*

23. *Covid-19 : comprendre l'évolution de l'épidémie en Guinée, juin 2020*
24. *Covid-19 en Guinée : le MENA sauve l'année scolaire*
25. *Le secteur minier face à la pandémie du coronavirus, MMG, 2020*
26. *Urgent covid-19 en Guinée : Un couvre-feu instaure mouvements des personnes de Conakry vers l'intérieur interdits, décret*

Liens internet des articles consultés et sites web

- <https://www.ined.fr>
- <https://www.banquemondiale.org/fr/contry/guinea/overview>
- <https://www.actionminesguinee.org/boffa-une-prefecture-aux-multiples-potentialites-et-des-opportunités-en-attente/>
- <https://www.who.int/fr/news/item/22-07-2020-new-covid-19-law-lab-to-provide-vital-legal-information-and-support-for-the-global-covid-19-response> consulté le 29/10/2020.
- <https://www.who.int/fr/news/item/22-07-2020-new-covid-19-law-lab-to-provide-vital-legal-information-and-support-for-the-global-covid-19-response>
- <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20200314-coronavirus-la-guin%C3%A9e-conna%C3%A9t-son-premier-cas>
- https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/03/16/covid-19-le-tour-d-afrique-des-mesures_6033295_3212.html
- <https://www.guineenews.org/urgent-covid-19-en-guinee-un-couvre-feu-instaure-mouvements-des-personnes-de-conakry-vers-linterieur-interdits-decret/>
- <https://guinee114.com/coronavirus-la-guinee-enregistre-21-nouveaux-cas/>
- <https://www.unicef.org/guinea/recits/covid-19-en-guin%C3%A9e-le-minist%C3%A8re-de-l%C3%A9ducation-nationale-sauve-lann%C3%A9e-scolaire>
- <https://mines.gov.gn/le-secteur-minier-fac-a-la-pandemie-du-coronavirus/>
- <https://mines.gov.gn>
- <https://banquemondiale.org>
- <https://www.unicef.org>
- <https://www.who.int>
- <https://gouvernement.gov.gn>
- <https://presidence.gov.gn>
- www.stat-guinee.org
- www.invest.gov.gn